

وعينا - يحديننا # سلامتك - مسؤوليتك #



JUSTICE :

L'ancienne ministre de la Culture Khalida Toumi condamnée à 6 ans de prison ferme

page 2

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles -

Samedi 09 Avril 2022

- Prix : 15 DA Tirage 2000

EXPLOSION DE GAZ A BORDJ BOU ARRERIDJ :

**Le bilan s'alourdit
à 10 morts**

Actualité



Le Président
Tebboune reçoit la
ministre libyenne des
Affaires étrangères

page 2

L'émir d'un groupe
terroriste capturé à Skikda
révèle des contacts secrets
et un complot avec
le mouvement Rachad

EXPLOSION DE GAZ :

Une délégation
ministérielle à Bordj
Bou Arreridj pour assister
à l'inhumation
des victimes

3

PROCES D'ABDELGHANI HAMEL, SON FILS ET D'ANCIENS RESPONSABLES DE LA WILAYA DE TIPASA:

Le verdict sera prononcé le 20 avril

page 3

Le Président Tebboune reçoit la ministre libyenne des Affaires étrangères

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi à Alger, la ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mme Najla Al- Mangoush. «Je suis très heureuse de ma rencontre avec le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont nous bénéficiions toujours de sa longue expérience, de ses conseils et de sa clairvoyance politique», a déclaré Najla Al- Mangoush au terme de cette audience, ajoutant que sa visite en Algérie «intervenait en vue de soutenir les efforts du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) et parvenir à des élections justes et législatives». Elle a ajouté dans le même

Validation de la qualité de membre de deux nouveaux sénateurs

Le Conseil de la nation a validé jeudi lors d'une séance de vote sous la présidence de M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le parlement, Besma Azouar. La validation a été faite à l'issue de la lecture de la décision de la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, l'aménagement du territoire et le découpage territorial sur la validation de la qualité de membre de deux nouveaux sénateurs au Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel. La procédure de validation répond aux dispositions de l'article 24 du règlement intérieur du Conseil et en application du décret présidentiel 130/22 du 28 mars 2022 et des dispositions de la Constitution notamment les articles 121 (alinéa 3), 122 (alinéas 2 et 3) et 124.

ONU:

L'Algérie vote contre la décision de suspension de la Russie du Conseil des droits de l'Homme

L'Algérie a voté jeudi contre la décision de suspension de la Fédération de Russie du Conseil des droits de l'Homme, une résolution présentée au vote par un groupe de pays occidentaux, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, consacrée à la crise ukrainienne, convoquée pour la 3e fois consécutive depuis le 2 mars dernier.

cadre que « le Président Tebboune a affirmé son engagement et l'engagement du Gouvernement de l'Algérie pays frère, en vue de soutenir les efforts de ce Gouvernement et parvenir prochainement à des élections juste avec l'aide de Dieu, étant la solution unique pour le peuple libyen, afin d'atteindre la stabilité ». La ministre libyenne des Affaires étrangères a également souligné que cette rencontre a abordé aussi plusieurs dossiers «qui intéressent» les deux pays frères, ainsi qu'une discussion sur l'importance de la stabilité de la Libye, étant une stabilité pour la région et pour l'ensemble des pays arabes». Pour rappel, l'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de



la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et du Directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf».

L'émir d'un groupe terroriste capturé à Skikda révèle des contacts secrets et un complot avec le mouvement Rachad

L'émir du groupe terroriste dont les éléments ont été récemment capturés à Skikda a révélé l'existence de contacts entre l'organisation terroriste et le mouvement terroriste Rachad, dirigé par Larbi Zitout, via un intermédiaire de confiance en vue de porter atteinte à la sécurité de l'Algérie. Dans des aveux diffusés, jeudi, à la Télévision publique sur ses activités criminelles depuis qu'il a rejoint les groupes terroristes en 1996, le terroriste capturé Betayeb Youssef, dit Oussama Abou Sofiane Enighassi, a révélé l'existence de contacts secrets entre l'émir de l'organisation terroriste, Abou Obeida Youssef El-Annabi, et le mouvement terroriste Rachad, en général, et Larbi Zitout, en particulier, via un intermédiaire de confiance. Il a révélé que l'émir de l'organisation terroriste l'a informé, en sa qualité de membre du Majlis Echoura de l'organisation terroriste et d'émir de la région Est, de la teneur d'une lettre adressée à Larbi Zitout. Cette lettre, dont avaient également pris connaissance le terroriste Cheikh Nouh, abattu lors du recent ratissage à Skikda, et le mufti général des groupes terroristes, Leslous Madani, visait à «assurer à Larbi Zitout qu'aucun contact public ne sera établi avec lui afin qu'il ne soit pas inquiété par son pays de résidence (Grande Bretagne) et que tout contact avec lui est sécurisé et passe par un intermédiaire de confiance», a-t-il dit. La lettre comportait aussi «une demande de collaboration en échange d'un soutien de la part du mouvement Rachad, en général, et de Larbi Zitout, en particulier» pour porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays en exploitant le Hirak populaire, a-t-il ajouté. Après l'envoi de la lettre, «nous étions sûrs que Larbi Zitout et le mouvement Rachad allaient accepter de coopérer avec nous», a dit l'émir du groupe terroriste. Dans ce contexte, le terroriste a évoqué son activité criminelle depuis son adhésion aux rangs de l'organisation



terroriste, soulignant qu'il regrettait «d'avoir gâcher sa jeunesse en empruntant le mauvais chemin». Il a appelé, à cet égard, les résidus des groupes terroristes armés en Algérie et au Mali à renoncer à l'action armée «avant qu'il ne soit trop tard», en particulier l'émir de l'organisation terroriste «Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI)», Youcef El-Annabi. Le terroriste arrêté a également appellé les membres des groupes de soutien et de logistique qui activent sous la bannière «d'une fausse croyance ou attirés par l'appât de l'argent» à s'éloigner de cette voie, estimant que ces groupes de soutien ne font que perdurer l'action armée et que les groupes armés sans soutien «ne valent rien». Evoquant l'opération de ratissage menée par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) le 16 mars dans la forêt d'Oued Douar à Skikda, le terroriste a estimé que l'enclavement dont ils faisaient l'objet était infranchissable, ajoutant qu'après l'élimination de 7 terroristes sur un total de 15, lui et ses compagnons se retirèrent et se réfugièrent dans une cache pendant 25 jours, pendant lesquels l'un d'eux a succombé à ses blessures. Il a ajouté qu'après le siège qui a été imposé à la région, il a décidé de se rendre après que «des forces armées nous ont donné la sécurité, sauvé la vie et réservé un bon traitement». Poursuivant son récit, le terroriste arrêté a déclaré avoir rejoint les groupes armés à Lakhdaria, au sein de la «Katiba Farouk» dirigée par Ahmed Djabri jusqu'à l'année 2000, date à laquelle il a été appellé à la Katiba «Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)», dirigé par Hassan Hattab, avant d'être nommé, en 2002, au cabinet du groupe et déplacé vers la région de Zemmouri où il apprit les méthodes de falsification de documents à l'aide d'un ordinateur. Après l'élimination du terroriste Abou Ibrahim Mustapha Sahraoui et l'installation d'Abdelmalek Droukdel, dit «Abou Moussaab Abdel Wadoud» comme Emir à la tête du groupe terroriste GSPC, il a été chargé de communiquer avec les différentes Saraya (équipes) aux côtés du nouvel Emir jusqu'en 2006, avant d'être nommé pour la première fois, en 2008, Emir de la Katiba spéciale de Droukdel, et se diriger vers l'est du pays, en 2013, pour tenter d'y créer une organisation terroriste. Le terroriste a révélé qu'il s'était vu confier la mission de se rendre en Libye pour rencontrer l'Emir de l'organisation terroriste de l'époque dans ce pays, à savoir Yahia Djoudi, sauf que cette mission «n'a pas eu lieu». Le 16 mars dernier, des détachements de l'ANP avaient capturé, dans la forêt d'Oued Edouar près de la commune de Beni Zid, Daïra de Collo, wilaya de Skikda dans la 5e Région militaire, sept (7) terroristes et découvert le cadavre d'un (1) autre terroriste, blessé lors de l'opération menée le 19 février dernier».

MDN :

Un autre membre du groupe terroriste arrêté à Skikda témoigne sur ses actes criminels

Le ministère de la Défense nationale (MDN), a annoncé ce vendredi dans un communiqué, que le terroriste Mohamed Blaoui, dit Abou Obeida Zerkaoui, qui a été arrêté lors de l'opération de ratissage menée par les détachements de l'Armée nationale populaire dans la wilaya de Skikda, a fait

des aveux sur ses actes criminels depuis qu'il a rejoint les groupes terroristes. «Suite aux aveux exclusifs faits par les terroristes arrêtés lors de l'opération de ratissage menée par les détachements de l'Armée nationale populaire, le 16 mars 2022, dans la forêt de Ouadi Al-Douar près de la

commune de Beni Zid, daïra de Collo, wilaya de Skikda, dans la cinquième région militaire, le terroriste arrêté Mohamed Blaoui, dit Abou Obeida Zerkaoui, témoigne sur ses actes criminels depuis qu'il a rejoint les groupes terroristes», précise le communiqué du MDN.

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue tunisien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi un appel téléphonique de son homologue tunisien, Kaïs Saïed, lors duquel ont été évoquées les relations bilatérales «solides» et les moyens de les renforcer, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, aujourd'hui, un appel téléphonique de son excellence le président de la République tunisienne, son frère Kaïs Saïed, lors duquel ils ont évoqué les relations bilatérales solides et les moyens de les renforcer au mieux des intérêts des deux peuples frères. Les deux Présidents ont également abordé les développements de questions régionales et internationales d'intérêt commun», lit-on dans le communiqué.

Lamamra reçoit la ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a reçu jeudi, à Alger la ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mme Najla Al- Mangoush qui effectue une visite en Algérie, a indiqué un communiqué du MAE. Les deux parties ont abordé, à l'occasion, «les relations de fraternité et de coopération unissant les deux pays et les deux peuples frères, les voies et moyens de leur consolidation dans divers domaines, ainsi que l'ensemble des questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation prévalant dans le monde arabe», a indiqué le communiqué. La rencontre a également constitué «une opportunité de passer en revue les derniers développements sur la scène libyenne», a souligné le communiqué, indiquant que «M. Lamamra a réitéré le soutien constant de l'Algérie aux frères libyens dans leurs efforts pour préparer des élections justes et transparentes dans une atmosphère de réconciliation nationale afin de permettre au peuple libyen frère de choisir librement ses représentants».

EXPLOSION DE GAZ A BORDJ BOU ARRERIDJ : Le bilan s'alourdit à 10 morts

Le bilan des victimes mortes dans l'explosion de gaz qui a causé, hier jeudi, l'effondrement d'une maison dans la cité 5 juillet au centre-ville de Bordj Bou Arreridj, s'est alourdi à 10 personnes après l'extraction d'une nouvelle dépouille des décombres, a-t-on appris vendredi auprès de la Direction locale de la Protection civile. Le corps de la dixième victime a été retiré des décombres aux premières heures de la matinée de vendredi, a indiqué à l'APS le commandant Ali Dahmane Rabah, chargé de la communication de cette direction. Il a précisé que sept (7) personnes sont mortes sur le coup et trois (3) autres ont rendu l'âme à l'hôpital Lakhdar Bouzidi de la ville de Bordj Bou Arreridj, ajou-



LE MINISTRE DE L'HABITAT, BELARIBI:

« La Banque de l'habitat lancée en novembre prochain »



La banque dédiée au financement des projets d'habitat sera lancée effectivement le 1er novembre prochain, a fait savoir jeudi à Alger le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. Le ministre s'exprimait dans une déclaration à la presse en marge d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales et présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar.

M. Belaribi a indiqué, dans ce cadre, que le dossier de transformation de la Caisse nationale du logement (CNL) en une institution financière dédiée exclusivement au financement du logement a été examiné mercredi en réunion du gouvernement, où il a été convenu de

mettre en place un bureau d'études chargé d'apporter des solutions aux problèmes techniques et financiers empêchant cette opération. Il a été convenu durant cette réunion que le lancement effectif de cette nouvelle institution financière aura lieu le 1er novembre 2022, a ajouté le ministre.

Le ministre a expliqué que «la banque du logement se veut une institution financière qui facilitera au secteur de l'habitat le financement des programmes de logement, toute formule confondue sociales et autres, et optimisera la cadence de la réalisation et du lancement des projets. La création de la «banque de l'habitat» figure parmi les 54 engagements du programme électoral du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé M. Belaribi.

L'ancienne ministre de la Culture Khalida Toumi condamnée à 6 ans de prison ferme

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, jeudi, l'ancienne ministre de la Culture, Khalida Toumi, poursuivie pour corruption, à une peine de 6 ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA. Une peine de 4 ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA a été prononcée à l'encontre de l'ancien inspecteur général du ministère de la Culture, Abdelhamid Benbeldia. L'ancien directeur de la culture de la wilaya de Tlemcen, Abdelhakim Miloud a été condamné à deux ans de prison ferme avec une amende de 100.000 DA. Le tribunal a ordonné la levée de la saisie

des biens immobiliers gelés et condamné les accusés à verser au trésor public la somme de 100.000 DA à titre de réparation des dommages qu'il a subis. Les accusés ont été condamnés pour «abus de fonction, octroi d'indus avantages et dilapidation de deniers publics, notamment lors des manifestations culturelles organisées lorsque Khalida Toumi était à la tête du secteur, telles que la manifestation de «Tlemcen capitale de la culture islamique» en 2011, ainsi que le festival panafricain en 2009, et la manifestation Alger capitale de la culture arabe en 2007.

PROCES D'ABDELGHANI HAMEL, SON FILS ET D'ANCIENS RESPONSABLES DE LA WILAYA DE TIPASA:

Le verdict sera prononcé le 20 avril

La présidente de la chambre pénale près la Cour de Boumerdès a annoncé, mercredi au terme de la séance du procès en appel d'Abdelghani Hamel, de son fils Chafik et d'anciens responsables de la wilaya de Tipasa, que le verdict de sera prononcé le 20 avril. Cette annonce relative au procès en appel de cette affaire qui s'est déroulé avec une nouvelle composante judiciaire, a été faite après parachevement des plaidoiries de la défense et l'audition des accusés. Le collectif de défense des accusés a plaidé leur innocence de toutes les accusations portées contre eux, car ne reposant sur «aucune preuve matérielle», selon les avocats. Au quatrième jour du procès, le collectif de défense a affirmé que la demande faite

par Hamel Chafik pour bénéficier d'un contrat de concession d'un bien immobilier à des fins d'investissement, objet de poursuite de tous les accusés, est «illégal et a été effectuée conformément aux procédures juridiques, sans l'intervention de son père dans cette affaire». Le Procureur général près la Cour de Boumerdès avait requis, mardi, le durcissement de la peine pour tous les accusés poursuivis dans cette affaire. Il a requis à l'endroit de l'accusé Djamel Kheznaadji, ancien Directeur général des domaines de l'Etat, acquitté en première instance, une peine de cinq (05) ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA. Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, no-



tamment «détournement de foncier agricole», «dilapidation de deniers publics», «abus de fonction», «trafic d'influence», et «bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat à l'effet d'augmenter les prix et modifier la qualité des matériaux, des services et des délais de livraison». Le tribunal de première instance de Boumerdès avait rendu le 4 juin 2020 son verdict dans cette affaire, en condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghelaï à douze ans (12 ans) de prison ferme. Il a également confirmé la peine de 10 ans de prison ferme contre chacun des ex-walis de Tipasa, Kadi Abdelkader et Layadi Mustapha, ainsi que la peine de trois (3) ans de prison ferme contre

Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN) et Salim Djai Djai, ex-chef de la sûreté de wilaya de Tipasa. La même juridiction a condamné, dans la même affaire, à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane. Une peine de deux (2) ans de prison ferme a été prononcée contre l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Haddou Abderrazak, et l'ancien Conservateur foncier de Koléa, Mohamed Bouamama. Le même tribunal a condamné l'investisseur privé Zerad Abdelhakim à une année de prison ferme et prononcé l'acquittement de l'ancien Directeur général des Domaines, Kheznaadji Djamel.

EXPLOSION DE GAZ :
Une délégation ministérielle à Bordj Bou Arreridj pour assister à l'inhumation des victimes

Une délégation ministérielle mandatée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est rendue hier à Bordj Bou Arreridj pour présenter les condoléances et assister à l'inhumation des victimes de l'explosion de gaz qui a causé jeudi l'effondrement d'une maison au centre-ville. La délégation est composée du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud, du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, et de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou. La délégation assistera à l'inhumation des victimes, qui aura lieu vendredi après la prière d'El-Asr au cimetière Sidi-Betka. Elle se rendra également sur les lieux de l'explosion pour constater les dégâts provoqués par ce tragique incident qui a fait 10 morts, selon un dernier bilan de la Protection civile. Le bilan de l'explosion de gaz, ayant causé jeudi l'effondrement d'une maison dans la cité 5 juillet au centre-ville de Bordj Bou Arreridj, s'est alourdi à 10 morts après l'extraction d'une nouvelle dépouille des décombres, a-t-on appris vendredi auprès de la Direction locale de la Protection civile.

Le ministère de la Communication appelle les médias à vérifier leurs sources

Le ministère de la Communication a appelé jeudi les médias, notamment les chaînes de télévision, à s'assurer de la véracité des informations et à vérifier leurs sources avant de les diffuser pour éviter de tomber dans le piège des fake news. Le ministère a souligné, dans un communiqué, la nécessité de vérifier les informations et leurs sources qui doivent être fiables et crédibles afin d'éviter la diffusion d'informations infondées qui représentent des fake news. Le ministère de la Communication a également mis en garde contre le risque de tomber dans le piège des fausses informations qui perturbent la tranquillité du public, en particulier les jeunes, et l'induisent en erreur, appellant ces médias au strict respect des règles d'éthique du métier. Il est à noter que certains médias, notamment certaines chaînes de télévision, avaient diffusé jeudi une information sans fondement qui concerne un large public, en particulier le segment des jeunes, sur la question de l'ouverture des stades au public dans la wilaya d'Alger.

ALGERIA TOURISM CONFERENCE&AWARDS 2022: Remise des prix aux lauréats

La deuxième édition du Trophée du Tourisme 2022 (Algeria Tourism conference&Awards) a été organisée, mercredi, au Centre international des conférences (CIC) Abdellatif Rahal avec la remise des prix à plusieurs opérateurs et professionnels ayant innové en matière de promotion et de développement de l'activité touristique en Algérie.

Président la cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours de la meilleure œuvre touristique, tenue en présence de membres du Gouvernement, le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Yacine Hamadi a souligné l'importance de cette 2e édition du Trophée du tourisme 2022 initiée par le « World trade centre » en 2019 dans le but "d'encourager les opérateurs et professionnels du secteur à améliorer et à développer leurs prestations et établissements hôteliers pour la relance du secteur du Tourisme". Cette deuxième édition intervient au moment où "le monde observe une décrue de la crise sanitaire induite par la pandémie Covid-19", aux graves retombées sur les économies mondiales", a affirmé le ministre, arguant que l'Algérie a essayé de s'adapter à cette situation difficile à travers le recours à des pratiques alternatives complémentaires pour créer l'activité et gérer la crise, notamment dans le domaine du tourisme". A cette occasion, M. Hamadi a salué les efforts de tous les opérateurs publics et privés activant dans le domaine de l'hôtellerie, lesquels ont participé efficacement depuis le début de la pandémie à faire aboutir le confinement sanitaire et à assurer aux citoyens concernés des conditions d'hébergement décentes pour les prévenir contre la maladie". M. Hamadi a rappelé la grande importance accordée par le président



de la République, Abdelmadjid Tebboune à la promotion du secteur du Tourisme, locomotive de l'économie nationale, susceptible de contribuer à la sortie progressive de la dépendance aux hydrocarbures, eu égard aux atouts naturels et aux potentiel touristique du pays et au riche patrimoine historique et culturel", soulignant l'importance de développer le tourisme domestique, à travers la promotion des prestations touristiques de manière à répondre aux aspirations de la famille algérienne". Le ministre a préconisé, dans ce sens, une révision des tarifs actuels pour créer une véritable compétitivité entre les investisseurs". La re-

mise des prix aux lauréats de cette compétition se veut une reconnaissance du haut niveau de la concurrence qu'ont atteint les opérateurs en la matière de par leurs produits et offres touristiques innovantes commercialisés aux marchés local et international, a estimé le ministre. Pour sa part, le DG du World Trade Center d'Alger, Ahmed Tibaoui a souligné l'importance d'honorer les lauréats ayant excellé dans le domaine du tourisme, insistant également sur la valorisation des initiatives et de l'innovation dans cette activité sur laquelle on compte pour réaliser le développement économique. M. Tibaoui a fait savoir

que son établissement ne ménage aucun effort en matière de promotion de la destination Algérie, affichant sa conviction que l'Algérie possède "tous les atouts d'un tourisme diversifié qui lui permettra de développer cette activité à travers l'appui à l'investissement, la promotion des services hôteliers, la création de start-up spécialisées, la mise en place des plateformes numériques pour faire connaître le produit national et le renforcement du tourisme interne. Deux prix de solidarité ont été remis à l'hôtel "Mazafran" et le groupe hôtelier "AZ" pour leur geste humanitaire à savoir l'accueil des citoyens placés en confinement pendant la crise pandémique. Les deux premiers prix du meilleur ouvrage artistique en tourisme ont été remportés respectivement par la maison d'édition Zaki Bouzid et Nadir Djama. Le prix du meilleur guide touristique revient à la maison d'édition "Al Bayazine", alors que les deux brillants journalistes de Canal Algérie Hichem Daou et Nadia Abada se sont vu attribuer le prix du meilleur reportage en tourisme. Le prix de la meilleure vidéo promotionnelle est revenu à "Green info", tandis que celui de la meilleure start-up en tourisme est revenu à Imenium Bio et Shedio. Les lauréats ont exprimé leurs remerciements, à l'occasion, pour ce geste qui est à même de les encourager pour amorcer la relance touristique.



Le Gouvernement a entendu mercredi, lors de sa réunion hebdomadaire, un exposé portant sur l'état d'avancement du projet d'unification des dispositifs d'aide à la création des micro-entreprises, indique un communiqué des services du Premier ministre. Durant cette réunion, présidée par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, le Gouvernement a entendu "un exposé présenté par le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la micro-entreprise, portant sur l'état d'avancement du projet d'unification des dispositifs d'aide à la création des micro-entreprises", précise le communiqué. Ce projet "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction de Monsieur le président de la République donnée lors de la réunion du Conseil des Ministres du 21 Novembre 2021", rappelle-t-on dans le même communiqué. A cet effet, relève-t-on, "un point de situation a été présenté sur les mesures engagées en vue d'assurer davantage d'efficacité et d'efficience du dispositif de gestion du micro-crédit", ajoutant que "cette nouvelle vision combine entre les dimensions sociales et économiques permettant à ce dispositif de contribuer notamment au renforcement de la compétitivité et la pérennité des microprojets".

ENERGIE:
Arkab évoque avec l'ambassadeur de la Côte d'Ivoire les opportunités de partenariat

Le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, a reçu mercredi à Alger, l'ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire en Algérie, Voho Sahi Alphonse, a indiqué un communiqué du ministère. Les discussions ont porté sur l'examen des opportunités et les possibilités d'investissement et de partenariat entre les deux pays dans les domaines de l'Energie, notamment les hydrocarbures, l'exploration, le développement, l'exploitation des gisements et la pétrochimie, ainsi que la production de l'électricité, la maintenance et le transport de cette dernière, ajoute la même source. Dans ce cadre, il a été convenu le déplacement au Côte d'Ivoire d'une délégation du secteur de l'Energie et des mines composée de représentants de Sonatrach, Sogelgaz et Naftal. Les parties ont également abordé d'autres volets de coopération liés aux échanges d'expérience et la formation ainsi que la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine minier en Algérie.

Le gouvernement examine un exposé sur la création d'une institution financière dédiée au logement

Le gouvernement a examiné lors de sa réunion hebdomadaire, tenue mercredi au Palais du Gouvernement, sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, un exposé sur les approches statutaires pour la création d'une

institution financière dédiée au logement. Selon un communiqué des services du Premier ministre, "une communication conjointe a été présentée par les ministres en charge des Finances et de l'Habitat, portant sur les différentes approches statu-

taires pour la création d'une institution financière dédiée exclusivement au financement du logement". La création de cette nouvelle institution, "intervient conformément aux directives de Monsieur le président de la République visant à met-

tre en place une institution appropriée en matière de financement du logement, à travers notamment la mobilisation de nouvelles ressources, particulièrement l'épargne des ménages", ajoute le communiqué.

Le Gouvernement examine un projet de décret exécutif relatif à l'inscription au tableau national des architectes

Le gouvernement a examiné, lors de sa réunion tenue mercredi sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, un projet de Décret exécutif relatif à l'inscription au tableau national des architectes. Selon un communiqué des

services du Premier ministre, "il a été présenté un projet de Décret exécutif modifiant le Décret exécutif n° 98-153 du 13/05/1998, définissant la forme, le contenu, la durée et les modalités d'accomplissement du stage pour l'inscription au ta-

bleau national des architectes". Ce projet de texte "intervient principalement pour élargir la dispense des stages exigés pour l'obtention de l'agrément et l'inscription au tableau national des architectes, à certaines catégories d'architectes,

ayant cumulé cinq (05) ans d'exercice", précise la même source. Il vise également à "apporter plus de simplification dans la composition des dossiers de demande de stage et des procédures de leur traitement", ajoute le communiqué.

INVESTISSEMENT:

Zeghdar appelle la commission nationale à régulariser les projets en suspens



Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a appelé, mercredi à Alger, la commission nationale de suivi des

projets d'investissement en suspens, à régulariser les projets sur lesquels les commissions de wilaya n'ont pas pu trancher, indique un communiqué du ministère. M. Zeghdar a présidé mercredi une réunion de la commission nationale de suivi des projets d'investissement en suspens, consacrée à l'évaluation, au développement de la situation des projets d'investissement en suspens, à l'activation des mécanismes de prise en charge et à leur régularisation, lit-on dans le communiqué. Après avoir salué les efforts de la commission intersectorielle, le ministre a affirmé que cette réunion sera consacrée à l'examen de la liste des projets présentés par les commissions de wilaya relevant de la commission nationale qui a été le destinataire d'un ensemble de correspondances dans lesquelles les wali ont sollicité un avis et l'intervention de la commission, en vue de lever certains obstacles que la commission de wilaya n'ont

pas pu tranchés ou levés, à savoir la liste au sujet de laquelle la coordination est en cours avec les services du médiateur de la République. La réunion a porté sur l'examen de ces projets, avec présentation des solutions devant être prises, tout en soumettant des orientations aux Messieurs les walis et aux présidents des commissions de wilaya, à l'effet d'assurer la prise en charge adéquate de tout projet qui est encore en suspens. La commission nationale, composée des secrétaires généraux de dix secteurs ministériels (Industrie, Intérieur, Agriculture, Habitat, Energie, Ressources en eau, Tourisme, Finances, Industrie Pharmaceutique et Environnement), poursuit son travail d'accompagnement des projets d'investissement dont la réalisation est inachevée et qui rencontrent des difficultés pour leur concrétisation.

LAGHOUAT:
Mise en service
du projet d'AEP
de la zone d'ombre
Bouzbaier

Le projet d'alimentation de la zone d'ombre Bouzbaier relevant de la commune de Hassi-R'mel (120 km au sud de Laghouat), a été mis en service mercredi par les autorités de la wilaya, a-t-on constaté. Confié à l'entreprise nationale Hydrotechnique, ce projet qui a nécessité un montant de plus de 300 millions DA, porte sur la réalisation de deux forages profonds et deux châteaux d'eau de 500 m³ chacun, selon sa fiche technique. La contrainte dans cette localité réside dans l'absence d'eaux souterraines potables, induisant pour cela l'adduction de l'eau à partir de la zone de Dayet Ellouh, située à quelque 26 km, a-t-on expliqué. Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, à lors de l'inauguration de ce projet affirmé que les efforts se poursuivent pour concrétiser d'autres opérations de développement, en vue de mieux répondre aux attentes de la population de la wilaya.

DJELFA :

Constitution de 13 brigades mobiles de lutte contre les feux de forêts

Treize brigades mobiles de lutte contre les feux de forêts ont été constituées dans la wilaya de Djelfa dans le cadre du plan anti incendies 2022, a-t-on appris lundi auprès de la conservation locale des forêts.

La cheffe du service "Protection de la faune et de la flore", Malika Brehadj, a indiqué à l'APS que le plan anti incendies, approuvé cette semaine, lors d'une réunion élargie présidée par le wali Ammar Ali Bensaâd, énumère la logistique nécessaire à la protection des espaces forestiers de Djelfa, d'une superficie globale de 210.000 ha, contre les incendies. Le plan de lutte contre les feux de forêts, impliquant plusieurs parties, dont la protection civile, les collectivités locales et l'entreprise régionale de génie rural, prévoit également, a-t-elle ajouté, l'installation de 19 tours de contrôle avec l'identification de 36 points d'eau, outre le recensement des chemins forestiers qui feront office d'accès pour les opérations d'intervention (en cas



d'incendies). En ce qui concerne les riverains des massifs forestiers sur qui s'appuie ce plan, notamment pour donner l'alerte en cas de départ de feu, 15 comités ont été déjà constitués, en attendant la création d'autres, afin qu'ils puissent intervenir en termes d'alerte précoce. "Ces comités de riverains sont sensibilisés sur l'importance du patrimoine forestier", a déclaré la responsable du service "protection de la faune et de la flore". Le wali de Djelfa a, pour sa part, souligné l'importance de l'anticipation dans les procédures organisationnelles pour "une meilleure efficacité des interventions sur le terrain" et de l'identification des insuffisances, des zones à risque d'incendie et des points noirs, afin d'éviter la propagation des feux en saison estivale.

OUARGLA SADEG :

Électrification prochaine de plus de 34 périmètres agricoles

Plus de 34 périmètres agricoles seront raccordés prochainement au réseau électrique dans la wilaya d'Ouargla, à la faveur d'un montage financier de 1,32 milliard DA consacré au titre du plan d'action 2022, a-t-on appris lundi de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz, (SADEG). Ce programme prévoit la réalisation d'un réseau long de 27 km, la mise en place de 34 transformateurs électriques, en sus du raccordement d'autres exploitations agricoles au réseau de basse et

moyenne tensions long de 115 km, et l'installation de 70 transformateurs électriques, a-t-on expliqué. Il s'agit également de la poursuite des études techniques pour la mise en place de 70 transformateurs, d'un réseau long de plus de 8,68 km, pour le raccordement d'autres exploitations agricoles regroupant 77 agriculteurs, selon la même source. S'inscrivant dans le cadre de l'application des instructions des hautes instances du pays pour le développement du secteur de l'agriculture et l'accompagnement des

agriculteurs, ces opérations ont été précédées par la réalisation en 2021 d'un réseau de 49 km de basse et moyenne tensions, l'installation de 19 transformateurs pour le raccordement d'exploitations regroupant 24 agriculteurs. L'on relève qu'une série d'opérations similaires avaient été réalisées en 2020, dont un réseau électrique long de plus de 24 km et l'installation de 34 transformateurs au niveau de 18 périmètres agricoles exploités par 71 agriculteurs, a-t-on rappelé.

ECOLE DES SOUS-OFFICIERS DE L'INTENDANCE DE GUELMA:

Modernisation des structures et actualisation des programmes

L'Ecole des sous-officiers de l'intendance "chahid Seddik Bouridah" de Guelma axe sur la modernisation de ses structures et l'actualisation de ses programmes pour assurer la formation de cadres professionnels dans l'administration militaire, a-t-on relevé au cours d'une visite guidée de l'école organisée jeudi au profit des représentants des médias. Dans une allocution donnée à l'occasion, le colonel Hakim Adami, Commandant de cette école relevant de la 5ème Région militaire, a affirmé que l'objectif de cette initiative est de présenter "les efforts fournis par le commandement supérieur de l'Armée nationale populaire (ANP) sur la voie de la professionnalisation et de la modernisation". Cette visite, a ajouté le colonel, est une opportunité pour faire connaître aux jeunes souhaitant rejoindre cette arme, les structures pédagogiques et sportives modernes de l'Ecole des sous-officiers de l'intendance et les opportunités qu'elle leur offre pour bâtir leur avenir. Il a ajouté que le commandement de l'ANP œuvre à multiplier les opportunités de rapprochement avec les médias pour une meilleure communication. Selon la présentation faite au cours de la visite, le commandement de l'école déploie constamment des efforts pour assurer une formation de qualité aux stagiaires par l'actualisation de ses programmes et de la formation militaire à travers des séances de tir, d'éducation physique et de maîtrise de l'informatique et des langues étrangères. Le directeur de l'enseignement de l'école, le lieutenant-colonel El-Hadj Hend, a souligné que cet établissement de formation qui relève de la Direction centrale de l'intendance, constitue une pierre angulaire dans le développement de l'ANP à travers la formation de res-

ALGER/ VIANDES ROUGES :

Grande affluence des consommateurs vers les points de vente d'Alviar



Les viandes fraîches proposées par le groupe public Alviar à des prix attractifs au niveau de ses points de vente suscitent l'engouement des consommateurs à Alger. Dans l'un de ses principaux magasins de la capitale, situé à la rue Hassiba Ben Bouali, le prix de la viande bovine s'affiche à 1200 dinars, la viande ovine est cédée à 1300 dinars et le foie (de l'ovin) à 2800 dinars. Des prix relativement abordables comparativement à ceux pratiqués par les boucheries d'Alger, estiment la majorité des clients rencontrés par l'APS au niveau de ce point de vente. Samia commande presque deux kilos de biftecks et un gigot d'agneau. Elle fait le plein pour sa famille et repart avec des quantités conséquentes pour deux

semaines. "Le tout pour un prix imbattable de 6000 dinars", souligne-t-elle. "J'ai fait des économies conséquentes par rapport à ce que j'ai l'habitude de dépenser chez les boucheries traditionnelles", s'est-elle félicitée, en souhaitant que les prix soient maintenus à ce niveau même après le Ramadhan. Quant à Nedjma, venue de Bab El Oued, elle estime que les prix sont "plus au moins abordables" pour les petites bourses. "Avec 1000 dinars, j'ai quand même pu acheter de la viande hachée et un paquet de dioul", a-t-elle affirmé, en précisant qu'elle a découvert ce magasin par le biais des réseaux sociaux. Ismaïl, lui, affirme qu'il s'approvisionne auprès de ce magasin depuis son inauguration en janvier dernier.

Cadre supérieur dans le secteur public, ce quadragénaire estime que le produit est "compétitif" avec un "excellent rapport qualité-prix". "D'autant plus qu'il s'agit d'un produit local", a-t-il fait valoir, en ajoutant que la viande algérienne est très réputée pour son goût "savoureux". Mohamed, manœuvre, souhaiterait que cette "bonne initiative", qui permettrait aux classes moyennes et aux couches défavorisées de consommer la viande rouge à des prix relativement abordables, soit généralisée dans d'autres communes notamment dans "les zones d'ombre". Rencontré sur place, le directeur des études et de développement de l'Algérienne des viandes rouges "Alviar", Ali Ziani, a affirmé à l'APS que cette initiative s'inscrivait dans le cadre du dispositif spécial prévu par le groupe public pour ce mois sacré. "L'objectif c'est vendre directement la viande au consommateur à un prix raisonnable, tout au long du mois de ramadhan et même au-delà dans certaines points de vente", a assuré M. Ziani, en ajoutant que le groupe prévoit d'étendre son réseau de distribution à travers la création de points de ventes au niveau de toutes les wilayas. "Actuellement, les points de ventes d'Alviar se trouvent à Alger, Oran, Annaba et Blida", selon le responsable. "Les viandes commercialisées sont purement locales", a-t-il assuré, expliquant que l'élevage et l'engraissement du bétail pour la production des viandes se fait au niveau des fermes pilotes du groupe ainsi qu'au niveau de certaines fermes privées.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
- Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante : www.infofilo63@gmail.com

Appel à hisser le système de santé à "des niveaux supérieurs"

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a appelé, mardi à Alger, à la nécessité d'œuvrer pour hisser le système de santé à des "niveaux supérieurs", notamment en ce qui concerne la prise en charge des patients et la fourniture des soins nécessaires, a indiqué un communiqué du ministère.



Prioriser les services des urgences médicales et les polycliniques dans les programmes de réaménagement

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a mis l'accent, lundi à Alger, sur la nécessité de prioriser les services des urgences médicales et les polycliniques dans les programmes de réaménagement. Après avoir écouté les présentations des directeurs de la santé des wilayas concernant des projets achevés ou en cours d'achèvement lors d'une réunion par visioconférence, le ministre a réitéré la nécessité d'accélérer la cadence des travaux pour les livrer dans les délais fixés, notamment ceux relatifs à la création de centres pour les urgences médico-chirurgicales, toutes spécialités confondues, et de réaménager les polycliniques

à travers l'ensemble du pays, en veillant à ce que certaines assurent le travail 24h/24h. M.Benbouzid a également insisté sur l'impératif d'opérer les changements nécessaires au niveau des différents établissements de santé, notamment les services de gynécologie-obstétrique et d'augmenter le nombre de lits de manière à prendre en charge un maximum de femmes enceintes, d'autant plus que les cas complexes sont pris en charge au niveau des établissements hospitaliers publics. Le ministre a mis l'accent, entre autres, sur la nécessité de rattraper le retard accusé dans la réalisation de certains projets en raison de la conjoncture sanitaire liées à la pandémie du coronavirus (Covid-19) et d'inaugurer le maximum au cours du premier semestre de 2022, à l'instar des projets en cours à Bordj Bou Arreridj, Oum El Bouaghi, Souk Ahras et Ghardaïa. Abordant, par ailleurs, la situation sanitaire liée au Covid-19, Pr. Benbouzid a affirmé qu'elle était "rassurante et sous contrôle", et ce, à la lumière de la grande décrue enregistrée dans le nombre des nouveaux cas et des décès (0 cas).

Rappelant que cette stabilité de la situation a amené l'Algérie à lever certaines mesures préventives, notamment au niveau des

Président la cérémonie d'installation de la nouvelle directrice générale du Centre national de toxicologie (CNT), Dr. Nadia Alam, le ministre de la Santé a relevé l'importance de "conjuguer les efforts en vue de la relance du secteur et de la promotion du système de santé à des niveaux supérieurs, notamment en ce qui concerne la prise en charge optimale des patients et la fourniture des soins nécessaires". A cette occasion, M. Benbouzid a salué les efforts déployés en matière de gestion du CNT. De son côté, la nouvelle directrice générale du Centre a remercié le ministre de la Santé pour la confiance placée en sa personne, exprimant "sa pleine disponibilité à travailler selon une stratégie fondée sur l'amélioration et le développement de la performance du centre et la continuité dans le travail accompli".

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR :
Le renforcement de la coopération bilatérale au cœur des discussions entre M. Benziane et l'ambassadrice américaine**



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a passé en revue mardi avec l'ambassadrice des Etats Unis à Alger, Elisabeth Moore Aubin, les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'élargir vers d'autres domaines d'intérêt commun, a indiqué un communiqué du ministère. Les deux parties ont évoqué "la réalité de la coopération et des échanges dans la sphère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique entre les deux pays", passant en revue "les moyens de renforcer et de développer cette coopération dans d'autres domaines d'intérêt commun". Ces relations devront être marquées par "la durabilité et la continuité, en les soumettant à une évaluation continue, et en cherchant conjointement de nouveaux horizons prometteurs qui répondent aux exigences actuelles et futures", précise la même source. A ce propos, le ministre a exprimé la disposition de son secteur à mettre en place "des programmes de partenariat constructifs aux mieux des intérêts des deux parties, à diversifier les échanges entre les universités algériennes et américaines, et à tirer profit de l'expertise et de l'expérience des universités américaines", considérées comme pionnières "dans le domaine des formations professionnalisaient". Et d'ajouter qu'une telle démarche "permettra aux universités algériennes d'améliorer leur visibilité et leur lisibilité, via l'édition scientifique, notamment en langue anglaise", qui, a-t-il soutenu, est érigée en "un outil fondamental des technologies de pointe et les sciences exactes", suite à quoi les universités algériennes pourront améliorer leur classement et se lancer, partant, dans la compétitivité". Dans le même contexte, M. Benziane a relevé la nécessité de rapprocher les universités algériennes de leurs homologues américaines dans de nombreux domaines scientifiques et de recherche, note le communiqué, soulignant une convergence des vues des deux parties sur l'importance d'organiser des réunions en présentiel au profit des responsables des universités des deux pays, et d'encourager la mobilité des enseignants chercheurs et des étudiants. Afin d'y parvenir, une rencontre est prévue, indique la même source, les prochains mois entre nombre de grandes universités américaines et algériennes. De son côté, la diplomate américaine a affiché sa volonté "d'ouvrir de nouvelles classes au sein des campus américains dans nombre d'établissements universitaires algériens", afin "d'encourager l'enseignement de l'anglais pour le pratiquer dans des occasions scientifiques ou culturelles, et d'inciter les étudiants à l'apprendre pour pouvoir accéder au monde de l'information scientifique et technologique". La rencontre a également été une occasion pour le ministre de présenter "la nouvelle vision adoptée par le secteur en matière de coopération et d'échange scientifique, laquelle consiste à lier la recherche scientifique au développement, et par ricochet, aux axes du plan d'action du gouvernement". Il s'agit, dans ce sens, de "la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la santé citoyenne, mais également des domaines de la technologie et de la numérisation, inscrits dans la démarche du gouvernement traduite par la création d'écoles supérieures, à l'instar des deux écoles nationales supérieures de l'intelligence artificielle et des mathématiques au Pôle technologique de Sidi Abdallah, ou encore les deux écoles supérieures de l'agriculture sahraouie à Adrar et à El Oued". L'ambassadrice américaine à Alger a affirmé que nombre d'universités américaines pouvaient accompagner les établissements universitaires algériens en matière de formation et de recherche dans le domaine agroalimentaire, lit-on dans le communiqué qui relève que la partie algérienne avait demandé "un accompagnement au profit des centres d'enseignement intensif de langues en termes d'accréditation des diplômes et de passage de tests de niveau en anglais". Les deux parties ont convenu de "pour suivre le dialogue et les réunions afin d'examiner les possibilités d'élargir la coopération entre les deux pays vers d'autres domaines", a conclu le communiqué.

CARAVANE MEDICO-CHIRURGICALE NATIONALE A MASCARA :

Prise en charge des enfants atteints de paralysie cérébrale

Une caravane médico-chirurgicale nationale ciblant les enfants atteints de paralysie cérébrale est arrivée jeudi à Mascara. Cette caravane, organisée par l'association nationale "Amel El Hayat" pour la protection des enfants atteints de paralysie cérébrale en coordination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'est déplacée à l'hôpital Meslem Tayeb de Mascara afin d'assurer des consultations médicales et effectuer des interventions chirurgicales dans les spécialités orthopédiques, des articulations et de la hanche. Les membres de cette caravane prendront en charge également, durant trois jours, 320 enfants atteints de paralysie cérébrale des wilayas de Mas-

cara, Tiaret, Tissemsilt, Tlemcen, Saïda et Sidi Bel-Abbès, a souligné le président de l'association "Amel El Hayat", Sid Ahmed Mokaddam. La caravane est composée de staffs médicaux et paramédicaux des établissements sanitaires des wilayas d'Ouargla, Constantine et d'Alger, ainsi que des bénévoles et adhérents de l'association. Parallèlement à cette initiative, Amel El Hayat a programmé des spectacles de divertissement et une remise de cadeaux aux enfants atteints de paralysie cérébrale pris en charge à l'hôpital Meslem Tayeb. L'organisation de la caravane vise à épargner aux parents des enfants malades les charges et les frais de déplacement vers des établissements de santé

spécialisés éloignés de leur lieu de résidence et à assurer une bonne prise en charge sanitaire et psychologique des enfants. Par ailleurs, Sid Ahmed Mokaddam a rappelé que l'association a programmé, depuis le début de l'année en cours, l'organisation de caravanes médico-chirurgicales similaires au niveau des wilayas d'Oum El Bouaghi, Khenchela, Skikda et Bouira, ajoutant qu'une telle initiative sera lancée dans les wilayas d'Oran, Sidi Bel Abbes, Adrar, Ouargla et Oum El Bouaghi. Quelque 15.000 enfants atteints de paralysie cérébrale au niveau national sont pris en charge par l'association en coordination avec le ministère de la Santé en organisant des caravanes médico-chirurgicales, a précisé le même responsable, signalant également la distribution de médicaments et l'accompagnement des parents d'enfants sur les plans médical et psychologique afin qu'ils puissent s'occuper de leurs progénitures. L'association a récemment élaboré un programme national portant accompagnement médical pour cette catégorie dans les phases pré et postnatales. M. Mokaddam a également signalé que son association nationale avait proposé au ministère de la Santé la création de cinq centres spécialisés versés dans le traitement des enfants atteints de paralysie cérébrale qui fourniront les soins médicaux nécessaires et une prise en charge psychologique aux jeunes malades.

Boiron a « transformé » son offre pour devenir le leader des autotests

Touchés en 2019 par l'annonce du déremboursement des médicaments homéopathiques, les laboratoires Boiron investissent depuis huit mois dans l'assemblage d'autotests Covid-19. Ce n'est pas commun de découvrir des salariés de la comptabilité ou du marketing assembler eux-mêmes des boîtes d'autotests Covid-19.



Au vu de la période « à flux tendus » depuis début décembre, les laboratoires Boiron ont pourtant bien décidé de mobiliser leurs équipes sur le site de production de Messimy (Rhône). Avec ce dispositif inédit, 30.000 tests supplémentaires peuvent être prêts chaque jour en vue des fêtes de fin d'année. Oui, on parle du leader mondial de l'homéopathie, historiquement implanté dans la région lyonnaise. « Quand la crise sanitaire est arrivée en mars 2020, on était déjà en pleine

crise de notre côté avec l'annonce du déremboursement de nos médicaments, rappelle Valérie Lorentz-Poinsot, directrice générale de Boiron. Nous avons été fortement attaqués depuis 2019 par notre gouvernement et notamment par Mme Buzyn. Je me suis alors dit qu'il fallait qu'on aide la santé publique en France ainsi que notre entreprise. »

Les autotests représentent 5 % du chiffre d'affaires de Boiron

Grâce à un partenariat avec une start-up bretonne de tests, NG Biotech, les laboratoires Boiron estiment être devenus sur les huit derniers mois « le premier vendeur d'autotests en officine en France, avec 33 % du marché ». De quoi espérer se relever d'un « plan social très douloureux au niveau humain et financier », comme le qualifie Valérie Lorentz-Poinsot. Plus de 500 personnes [passage de 2.300 à 1.800 salariés] ont dû quitter ce groupe international, qui a fermé 13 établissements depuis deux ans,

dont le site industriel de Montrichard (Loir-et-Cher) lundi. Les autotests Covid-19 n'ont beau représenter que 5 % du chiffre d'affaires de Boiron, tout comme les nouveautés type extraits de plantes, compléments alimentaires et cosmétiques, ils symbolisent un certain élan d'optimisme en marge de cette problématique de fin de remboursement par la Sécurité sociale des traitements homéopathiques.

« On sent que les Français restent très attachés à l'homéopathie »

Dès mars 2020, les laboratoires Boiron, qui ont vu leur chiffre d'affaires chuter de 604 millions à 514 millions d'euros entre 2018 et 2020, se sont mis à fabriquer à Messimy du gel hydroalcoolique afin d'en équiper l'Etablissement français du sang (EFS). Depuis avril 2021, ils se sont davantage orientés sur la vente aux pharmaciens de tests antigéniques nasopharyngés et donc sur des autotests grand public, avec plus de

200.000 boîtes vendues chaque jour aux officines françaises. « Les autotests ont gagné en efficacité, avec une fiabilité de l'ordre de 98 % aujourd'hui, et ils se sont démocratisés avec cette cinquième vague », indique Valérie Lorentz-Poinsot. L'homéopathie reste bien entendu « le cœur de cible » de Boiron, avec comme nouveautés un sirop pour la toux, un produit bébé et un médicament destiné aux gens soucieux des effets secondaires de la vaccination. Mais le groupe lyonnais a ouvert ses perspectives, en se penchant également sur le cannabis thérapeutique. « Face au contexte qu'on a vécu, on a dû un peu se transformer en trouvant de nouveaux axes de diversification, confie la directrice générale de Boiron. Mais en même temps, on sent que les Français restent très attachés à l'homéopathie. » Tout comme à l'idée de limiter les risques d'un cluster familial lors de leurs repas de Noël.

Ce que les études disent sur l'efficacité du rappel vaccinal contre l'Omicron

Le schéma vaccinal complet ne permet pas de se protéger contre l'Omicron, révèlent des études menées par divers instituts britanniques. Cependant, le rappel vaccinal semble augmenter l'efficacité jusqu'à 70-80%, ayant une diminution au bout de la dixième semaine après l'injection. Hautement contagieux, le variant Omicron arrive à dépasser l'immunité après un schéma vaccinal complet. La troisième dose semble augmenter le niveau de protection, mais sa durabilité laisse planer des doutes, selon de récentes études britanniques. Six mois après la deuxième injection, les vaccins de Pfizer, AstraZeneca et Moderna ne protègent plus contre les formes symptomatiques suscitées par l'Omicron, à en juger par les données relayées dans un rapport de l'agence sanitaire UKHSA (UK Health Security Agency), publié le 23 décembre. L'étude comprend 147.597 cas de Delta et 68.489 cas d'Omicron. Pour les trois vaccins, l'efficacité était autour de zéro. En cas de vaccination avec Pfizer, la troisième dose remonte son efficacité à 70%, laquelle a tendance à diminuer un mois après l'injection jusqu'à 45% au bout de la dixième semaine après le rappel. Deux doses d'AstraZeneca et un rappel de Pfizer augmentent aussi-tôt la protection jusqu'à près de 50% avant de chuter jusqu'à 35% vers la dixième semaine.

Moins d'hospitalisations ?

Le risque d'hospitalisation apparaît réduit par rapport au variant Delta, poursuivent les chercheurs. Selon les données disponibles au 20 décembre, parmi ces personnes infec-



tées par l'Omicron et comptabilisées, 132 d'entre elles ont été admises ou transférées aux services d'urgence. Parmi celles-ci, 17 (12,9%) avaient reçu une dose de rappel, 74 (56,1%) une deuxième dose et 27 (20,5%) n'ont pas été vaccinées. Pour l'heure, ces données sont insuffisantes pour analyser l'efficacité du vaccin contre l'hospitalisation: "Notre dernière analyse montre un signal précoce encourageant selon lequel les personnes qui contractent le variant Omicron peuvent courir un risque d'hospitalisation relativement plus faible que celles qui contractent d'autres variants. Cependant, il convient de noter à la fois qu'il s'agit de données préliminaires et que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ces résultats", a déclaré la Dr Jenny Harries, directrice générale

de l'UKHSA, citée par le gouvernement britannique.
"Une menace majeure"
 Les chercheurs de l'Imperial College de Londres ont abouti à des conclusions relativement similaires. Avec les données des cas positifs au coronavirus détectés entre le 29 novembre et le 11 décembre 2021, ils ont révélé un risque significativement accru de contracter cette nouvelle souche en dépit de l'immunisation. L'efficacité des vaccins contre l'infection symptomatique à l'Omicron a été estimée entre 0% et 20% après deux doses, et entre 55% et 80% après une dose de rappel. "Ce niveau d'évasion immunitaire signifie que l'Omicron constitue une menace majeure et imminente pour la santé publique", conclut Neil Ferguson, professeur de l'Imperial College de Londres. Par ailleurs, les chercheurs ont également observé une réduction

de 20 à 25% dans tout type d'hospitalisation pour l'Omicron en comparaison avec le Delta. Une étude réalisée par l'université d'Édimbourg et publiée le 22 décembre suggère elle aussi une diminution du risque d'hospitalisation, quoique ses estimations divergent des précédentes: "L'Omicron est associé à une réduction de deux tiers du risque d'hospitalisation pour Covid-19 par rapport au Delta", écrivent les chercheurs, après avoir analysé 23.840 cas d'Omicron et 126.511 cas de Delta.

Pas de protection contre la transmission

Dans une interview accordée au Monde et publiée le 19 décembre, le PDG de BioNTech Ugur Sahin a estimé que même les triples vaccinés pouvaient transmettre le virus. Afin de contrer la menace, il a recommandé de tester massivement et de respecter les mesures de protection, alors que le variant Omicron devient dominant. Le 24 décembre, la France a annoncé un nouveau record de contaminations (94.124) recensées en 24h. Au moins 113 personnes supplémentaires ont été hospitalisées, dont 46 en réanimation. 167 sont décédées. Au total, 16.173 personnes sont actuellement hospitalisées pour cause de Covid-19 et 3.254 en soins intensifs. La Haute Autorité de Santé (HAS) recommande dans un avis publié le 24 décembre de réduire à trois mois le délai entre la primo-vaccination contre le Covid-19 et le rappel. De plus, elle prescrit d'élargir la campagne de rappel aux adolescents fragiles, afin de tenter de freiner la propagation du variant Omicron.

"La vaccination des enfants n'a aucun intérêt sur le plan thérapeutique"



La campagne de vaccination des 5-11 ans patine sérieusement en France, au grand dam du gouvernement et des autorités sanitaires. L'exécutif veut la relancer. Or, pour le Pr La Scola, aucun élément scientifique ne justifie cette démarche. "Beaucoup de gens qui devraient être vaccinés car ils sont à risque ne le sont pas. Mais beaucoup de gens sont vaccinés inutilement: cela ne leur sert à rien! L'enjeu aujourd'hui, c'est de cibler les populations à risque –en espérant que cela ait encore un intérêt avec ce variant Omicron très peu pathogène", avance le professeur Bernard La Scola devant les caméras de Sputnik. En France, seuls 216.000 des 5,7 millions d'enfants de 5 à 11 ans ont reçu au moins une dose, soit 3,8%, selon le ministère de la Santé. "La vaccination des enfants n'est pas un grand succès", admettait le 25 janvier dernier Alain Fischer, le président du Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale. Afin de "dynamiser la campagne", le ministère de la Santé est revenu sur ses pas: désormais, l'autorisation d'un seul des deux parents suffit pour réaliser l'injection sur un enfant. "On se retrouve dans une situation où l'un des deux parents est déchu de son autorité parentale!", s'indigne le Pr La Scola, avant de poursuivre: "Pour cela, il faut faire des choses très graves: être toxicomane, être alcoolique au dernier degré ou encore battre ses enfants!". Aux États-Unis, Pfizer vient de déposer ce mardi 1er février une demande d'autorisation d'utilisation d'urgence de son vaccin pour les enfants âgés de 6 mois à 5 ans auprès de la Food and Drug Administration. Pour le professeur de microbiologie à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille, la vaccination des plus jeunes confine à "l'obsession".

Le Covid-19 diagnostiqué à plus de 14.000 personnes en France en 24h

Le nombre de nouveaux cas de Covid-19 a presque quadruplé en France ces dernières 24 heures. Si c'est le début de la cinquième vague de l'épidémie due au SRAS-CoV-2 en France, ressemblera-t-elle à la quatrième comme le suppose Olivier Véran? La France a enregistré ce samedi 13 novembre 14.646 nouvelles contaminations par le coronavirus, un record depuis début septembre dernier. La veille, 3.860 cas avaient été recensés dans le pays. Les auto-

rités sanitaires de l'Hexagone font état de 20 décès supplémentaires causés par le SRAS-CoV-2 dans les dernières 24 heures (48 décès la veille). Le bilan total des victimes de ce virus a atteint 118.137 personnes, dont 91.240 à l'hôpital. Le nombre de personnes hospitalisées se monte ce samedi à 7.050 (+4 par rapport à la veille) tandis que 1.202 malades du Covid-19 sont soignés en réanimation (+20 par rapport à hier).

Début d'une cinquième vague ?
 Plus tôt cette semaine, le 10 novembre, le ministre français des Solidarités et de la santé, Olivier Véran, a déclaré que l'évolution de l'épidémie de Covid-19 en France ressemblait clairement au début d'une cinquième vague. Selon lui, Il faudra encore deux semaines pour vérifier si le nombre de nouvelles contaminations est en augmentation constante. Le ministre a cependant exprimé l'espérance que

l'Hexagone pourrait passer cette nouvelle vague de l'épidémie comme la précédente, c'est-à-dire avec "peu de malades dans les hôpitaux et peu de décès" grâce aux mesures sanitaires, comme la vaccination et le pass, prises à l'échelle nationale. Au 11 novembre 2021, Santé publique France annonce que le nombre de primo-vaccinés en France s'élève à 51.431.090 personnes, soit environ 76% de la population.

PREVENTION DES FEUX DE FORETS DJELFA : Constitution de 13 brigades mobiles de lutte contre les feux de forts

Treize brigades mobiles de lutte contre les feux de forêts ont été constituées dans la wilaya de Djelfa dans le cadre du plan anti incendies 2022, a-t-on appris lundi auprès de la conservation locale des forêts.

La cheffe du service "Protection de la faune et de la flore", Malika Brehadj, a indiqué à l'APS que le plan anti incendies, approuvé cette semaine, lors d'une réunion élargie présidée par le wali Ammar Ali Bensaâd, énumère la logistique nécessaire à la protection des espaces forestiers de Djelfa, d'une superficie globale de 210.000 ha, contre les incendies. Le plan de lutte contre les feux de forêts, impliquant plusieurs parties, dont la protection civile, les collectivités locales et l'entreprise régionale de génie rural, prévoit également, a-t-elle ajouté, l'installation de 19 tours de contrôle avec l'identification de 36 points d'eau, outre le recensement des chemins forestiers qui feront office d'accès pour les opérations d'intervention (en cas d'incendies). En ce qui concerne les riverains des massifs forestiers sur qui s'appuie ce plan, notamment pour donner l'alerte en cas de départ de feu, 15 comités ont été déjà constitués, en atten-



dant la création d'autres, afin qu'ils puissent intervenir en termes d'alerte précoce. "Ces comités de riverains sont sensibilisés sur l'importance du patrimoine forestier", a déclaré la responsable

du service "protection de la faune et de la flore". Le wali de Djelfa a, pour sa part, souligné l'importance de l'anticipation dans les procédures organisationnelles pour "une meilleure efficacité des

interventions sur le terrain" et de l'identification des insuffisances, des zones à risque d'incendie et des points noirs, afin d'éviter la propagation des feux en saison estivale.

SECOURISME BECHAR : Campagne de sensibilisation des écoliers aux gestes de premiers secours

Une campagne de sensibilisation des écoliers aux gestes de premiers secours a été initiée par la direction de la Protection civile (PC) à travers plusieurs établissements scolaires du premier palier de l'enseignement dans la commune de Bechar, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication, le sous-lieutenant Baali Abou Bakr

tion. L'opération qui a ciblée à ce jour trois (3) écoles primaires, soit plus de 200 élèves scolarisés, s'assigne comme objectif d'initier les écoliers aux premiers gestes de secours, et leur imprégner les règles d'assister une personne en danger, a précisé à l'APS le responsable de la cellule de communication, le sous-lieutenant Baali Abou Bakr

Seddik. Cette action éducative et pédagogique, placée sous le signe "apprendre à sauver d'autrui", a permis, grâce à des démonstrations effectuées sur place par les éléments de la Protection civile, de transmettre aux élèves, les réflexes et les gestes des premiers secours notamment dans des situations d'accidents domestiques

et autres", a-t-il expliqué. La campagne de la Protection civile qui se poursuivra jusqu'au mois de juin prochain a été confortée par la mise à la disposition de ces amateurs des moyens humains et logistiques pouvant répondre aux préoccupations des écoliers en la matière, a fait savoir le même officier.

POSTE ET TIC:

Tenue du premier comité mixte algéro-nigérien



La première session du Comité mixte algéro-nigérien pour le suivi de la mise en œuvre du mémorandum d'entente dans le domaine de la poste et des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est tenue mardi par visioconférence, sous la présidence du ministre de la Poste et des télécommunications, Karim Bibi Triki et de son homologue nigérien Hassane Barazé Moussa, a indiqué un communiqué du ministère. M. Bibi Triki a salué, dans son allocution,

"la qualité des relations entre les deux pays", ajoutant que ce rendez-vous "constitue une opportunité propice pour relancer et renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la poste et des TIC", précise la même source. Evoquant la rencontre qui s'est déroulée en présence des cadres des deux parties, le ministre a affirmé qu'elle visait "à mettre en place les mécanismes opérationnels de suivi et d'évaluation des initiatives à concrétiser dans le cadre du comité mixte algéro-nigérien,

une approche qui permettra aux deux parties de cristalliser les recommandations qui sanctionneront les prochaines sessions", souligne le communiqué. A ce propos, il a fait savoir que "les séances de travail programmées lors de la première session de ce mécanisme de coopération, s'atteleront à examiner les voies et moyens devant intensifier la concertation et l'échange de vues entre les experts des deux pays sur l'élaboration d'un programme exécutif et d'une feuille de route

englobant les domaines de coopération stratégique contenus dans le mémorandum d'entente, des domaines qui seront définis consensuellement entre les deux partenaires. Evoquant les enjeux et les défis qui se posent pour les deux pays, M. Bibi Triki a appelé les cadres algériens et leurs homologues nigériens à "présenter des propositions concrètes sur tous les domaines énoncés dans cet accord, de manière à permettre d'ouvrir la voie à des activités et des opérations qualitatives à même de contribuer à asseoir les bases d'une coopération solide et active entre les deux pays". Le mémorandum d'entente conclu entre les deux gouvernements le 16 mars 2017, à Niamey, capitale du Niger, et ratifié par l'Algérie en vertu du décret présidentiel N 18-47 du 6 jounada al oula 1439 correspondant au 24 janvier 2018, vise à "renforcer la coopération et la coordination dans le domaine de la poste, des technologies de l'information et la communication (TIC)". "L'élaboration du programme de travail issu du mémorandum d'entente, le suivi de la mise en œuvre de ses projets et l'évaluation de ses conclusions sont supervisés par un haut comité mixte créé en vertu de l'article 6 du mémorandum d'entente. Les membres de ce comité ont été installés à l'occasion de la tenue des travaux de sa première session".

TAMANRASSET: El-Hessa et le thé, une tradition ramadhanesque séculaire



Très attachée à ses us et coutumes séculaires, la population de la wilaya de Tamanrasset s'emploie à renouer, à chaque fois que l'avènement du mois de ramadhan sacré se présente, avec les regroupements au sein de la famille, en quête de moments agréables, pour animer les soirées, ou entre amis pour meubler leurs veillées. L'avènement du ramadhan est ainsi marqué par des coutumes qui refont surface en cette période, à l'instar de la réunion familiale autour d'un plat culinaire séculaire connu sous le nom d'"El-H'ssa" (préparé à base de semoule) appelée localement "zimbo", et des viandes séchées et assaisonnées d'une panoplie d'épices "spécial ramadhan" savamment préparée par les femmes, rendant plus savoureux à même de ne pas de s'en rassasier. Cette occasion est également agrémentée d'un service de thé répandu comme "Tablet El-Tey" (table de thé), une occasion pour regrouper les membres de la famille autour d'un braséro. Ces moyens consistent en un braséro, du charbon, des ustensiles de fortune, et les ingrédients (thé, sucre et menthe) suffisent pour rassembler les membres de la famille, astreints au rituel de trois verres de thé, relevés par l'agréable saveur de la menthe verte, agrémentés des types de gâteaux de recette pâtissière-ancestrale raffinée par certaines nouveaux ingrédients essentiels. La femme d'haggar ne ménage, de son côté, aucun effort à réunir les conditions idoines pour l'avènement du ramadhan, dont notamment la décoration de la maison pour recevoir les invités de la famille et des voisins, où les maisons sont décorées des tapis, en plus de l'utilisation d'encens traditionnel pour donner une ambiance spéciale aux soirées de ramadhan.

CROISSANT ROUGE ALGERIEN : Ouverture à Saïda de cinq restaurants d'Iftar collectif



Le Comité de wilaya du Croissant rouge algérien de Saïda a ouvert cinq restaurants d'Iftar collectif pour les voyageurs et les nécessiteux à l'occasion du mois sacré du ramadhan, a-t-on appris, mardi, du président de cet organisme, Hadj Omar. Ce dernier a souligné que ces restaurants, aménagés pour accueillir de 70 à 100 personnes, ont été ouverts dans les communes de Saïda, Hassassna, Aïn Lahdjari, Youb et Sidi Boubekeur. Ils serviront quotidiennement plus de 100 repas chauds chacun. Pour cette opération, le comité de wilaya du CRA a mobilisé 30 volontaires pour préparer ces repas chauds distribués également aux personnes âgées, malades ou à besoins spécifiques. De nombreux bienfaiteurs participent à cette activité caritative en fournissant légumes et fruits nécessaires à la préparation des repas du ftour. Durant les trois premiers jours du ramadhan, plus de 600 repas ont été distribués au niveau des cinq restaurants "Er-rahma", rappelle-t-on.

Nord Stream 2 est un projet économique pour le chancelier Scholz, affirme le gouvernement allemand

Le chancelier allemand considère que le gazoduc Nord Stream 2 est un projet économique, selon le gouvernement allemand, qui a ajouté qu'il "agira ensemble" sur cette question.

Nord Stream 2 est un projet économique, selon le chancelier allemand Olaf Scholz, et le gouvernement allemand agira à l'unisson sur cette question, a déclaré le 20 décembre Wolfgang Büchner, porte-parole adjoint du gouvernement, lors d'un point presse à Berlin. "Le chancelier allemand Scholz [...] a souligné à plusieurs reprises que le Nord Stream 2 est un projet économique [...] qui a été achevé, certains aspects manquent, à savoir il reste à vérifier s'il est conforme à la législation européenne sur le dégroupage [le principe de séparation des rôles de propriétaire, d'opérateur et de fournisseur du pipeline, ndlr]. L'Agence fédérale des réseaux s'en occupe actuellement. Il s'agit d'une procédure administrative qui sera menée conformément à la loi. Il ne s'agit pas d'un processus politique", a souligné M. Büchner. Répondant aux questions de la presse sur la position de plusieurs ministres du gouvernement allemand, notamment de la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock et du

ministre de l'Économie Robert Habeck, sur Nord Stream 2, Wolfgang Büchner a précisé que le cabinet "agira ensemble" sur cette question.

Affaire apolitique

Le 16 décembre à Bruxelles, le chancelier fédéral Olaf Scholz, évoquant la certification par l'Allemagne de l'exploitant du gazoduc Nord Stream 2, a déclaré qu'il s'agissait d'une question administrative et juridique traitée conformément à la loi, et qu'il n'y avait aucune influence politique sur celle-ci. "En ce qui concerne Nord Stream 2, il s'agit d'un projet du secteur privé", a souligné M. Scholz. Une institution allemande tranche la question "sans politisation", a-t-il ajouté. Il s'agit de l'Agence fédérale des réseaux, habilitée à délivrer une autorisation au pipeline russe. Toutefois, le gouvernement allemand se sent particulièrement responsable pour veiller à ce que l'Ukraine reste un pays de transit pour le gaz russe à l'avenir. En outre, lors du sommet de Bruxelles, le Président ukrainien



Zelensky a qualifié Nord Stream 2 d'instrument "juste" et "très important", dont les dirigeants européens disposent, pour discuter avec la Russie, d'après lui. Le gazoduc Nord Stream 2 fait actuellement l'objet d'une procédure d'approbation par le régulateur, l'Agence fédérale allemande des réseaux. Le processus a été sus-

pendu parce que l'autorité de régulation a jugé nécessaire que Nord Stream 2 AG crée une filiale en Allemagne et demande à nouveau la certification en tant qu'opérateur en son nom, ce qui est requis par la législation européenne. Une fois que cette demande aura été soumise et acceptée, le régulateur relancera le processus, rendra sa décision, sur

laquelle la Commission européenne donnera ensuite son avis. La suspension de la certification du gazoduc a fait momentanément exploser les prix du gaz d'environ 10%, le TTF néerlandais flirtant alors avec les 1.100 dollars pour 1.000 mètres cubes, un niveau record depuis fin octobre.

Un projet bénéfique pour l'Europe

La Russie a déclaré à maintes reprises que Nord Stream 2, auquel les États-Unis et l'Ukraine s'opposent fermement, est commercial et bénéfique pour l'Europe ainsi qu'a demandé que l'on cesse de l'évoquer dans le cadre d'une quelconque politisation. La construction du gazoduc a été achevée le 10 septembre. Le remplissage de la première conduite a été terminé le 18 octobre, alors que la deuxième a commencé à recevoir du gaz le 17 décembre. De plus, Vladimir Poutine avait déjà déclaré que le gazoduc était prêt à être lancé à tout moment et avait assuré la disposition de la Russie à livrer du gaz à l'Europe sans interruption.

RUSSIE : Google condamné à 87 millions d'euros d'amende pour des contenus jugés illégaux

Les sanctions s'accumulent en Russie contre les géants du numérique. Un tribunal russe a reconnu Google coupable de « récidive », car la société américaine n'avait pas supprimé de ses plateformes des contenus jugés illégaux. En conséquence le géant du Web a été condamné à une amende record de 7,2 milliards de roubles (87 millions d'euros au taux actuel). La Russie n'en est pas à son coup d'essai. Le pays sanctionne régulièrement les grandes entreprises numériques, accusées de ne pas effacer des contenus faisant l'apologie de drogues, du suicide et liés à l'opposition. En septembre, juste avant des élections législatives, Moscou a contraint Apple et Google, accusés d'« ingérence électorale », à retirer de leurs magasins virtuels en Russie l'application

de l'opposant emprisonné Alexeï Navalny. Les autorités ont menacé d'arrêter des employés de ces sociétés en Russie si elles ne coopéraient pas, selon des sources internes à ces groupes.

Un Internet souverain en cours de développement

La Russie a également bloqué plusieurs sites liés à Alexeï Navalny, dont les organisations ont été reconnues comme « extrémistes » par la justice russe. En septembre, le gendarme des télécoms russes Roskomnadzor a également annoncé avoir bloqué six logiciels très utilisés de réseaux privés virtuels (VPN) permettant d'avoir accès au nombre grandissant de sites Internet interdits en Russie. Les autorités développent

aussi un système controversé d'« Internet souverain » qui donnera à terme la possibilité d'isoler le net russe en le séparant des grands serveurs mondiaux. Le Kremlin nie vouloir bâtir un réseau national sous contrôle, comme c'est le cas en Chine, mais c'est ce que craignent ONG et opposants. Le pouvoir russe renforce enfin de façon grandissante sa main mise sur les champions du numérique russe. Passé sous le contrôle d'une filiale du géant gazier Gazprom, le groupe de tech russe VK, maison-mère du premier réseau social de Russie « VKontakte », a annoncé ainsi mi-décembre la nomination comme PDG de Vladimir Kirienko, fils d'un proche collaborateur du président Vladimir Poutine.

USA : Tesla va désactiver la possibilité de jouer quand la voiture roule



Tesla va mettre à jour son logiciel pour empêcher les conducteurs de jouer aux jeux vidéo sur le système de la voiture quand celle-ci roule, a indiqué jeudi l'agence américaine de la sécurité routière (NHTSA), qui avait ouvert une enquête. «Après l'ouverture d'une évaluation préliminaire du +Passenger Play+ de Tesla, Tesla a informé l'agence qu'elle en modifiait la fonctionnalité», a indiqué une porte-parole de la NHTSA. «Dans une nouvelle mise à jour logicielle, +Passenger Play+ sera désormais verrouillé et inutilisable lorsque le véhicule est en mouvement», a-t-elle ajouté. L'agence avait annoncé la veille avoir ouvert une enquête de sécurité à ce sujet portant sur quelque 580.000 Tesla. Les modèles concernés sont des Model 3, S, X et Y, équipés de la fonctionnalité «Passenger Play», qui permet de jouer à des jeux vidéo même lorsque la voiture est en marche. Cette option «est susceptible de distraire le conducteur et augmente le risque d'accident», avait averti la NHTSA. L'agence précise que la possibilité de jouer en conduisant n'est offerte que depuis décembre 2020 dans les modèles équipés. Auparavant, la fonctionnalité «Passenger

Play» était seulement disponible quand la voiture était à l'arrêt. Début décembre, le New York Times avait révélé qu'une mise à jour de cette fonctionnalité permettait de jouer à trois jeux, dont le solitaire, en conduisant. L'écran affiche toutefois un avertissement pour préciser que seuls les passagers sont autorisés à jouer lorsque la voiture est en mouvement. L'enquête de la NHTSA a été ouverte après avoir reçu une plainte d'un conducteur. «Comment se fait-il qu'un fabricant soit autorisé à afficher des vidéos qui empêchent clairement de se concentrer et prennent les deux tiers de l'écran dont le conducteur a besoin pour disposer de toutes les informations sur son véhicule?», peut-on lire dans la plainte déposée par un résident de Lake Oswego dans l'Oregon. Selon la NHTSA, l'inattention au volant a provoqué 3.142 accidents mortels aux Etats-Unis en 2019. Tesla est déjà dans le collimateur de l'agence pour son système controversé d'aide à la conduite baptisé «Autopilot».

MEXIQUE : Possible augmentation des prix du carburant de 7,3 % d'ici 2022

Le ministère des Finances a indiqué que la récente hausse du taux d'inflation au Mexique pourrait entraîner une augmentation des prix du carburant de 7,3 % d'ici 2022. Le ministère a expliqué, dans une note spéciale, que cette augmentation attendue est due à la hausse des prix et à l'augmentation consécutive de la taxe sur la production et la consomma-

tion. La même source a indiqué que les prix des trois carburants approuvés au Mexique devraient augmenter entre 0,37 et 0,41 pesos le litre. L'inflation au Mexique a atteint son plus haut niveau depuis vingt ans, à un moment où le taux de change du peso contre le dollar était fortement affecté, après la découverte de cas d'Omicron dans le pays.

BOIS D'ŒUVRE : Le Canada contestera les droits imposés par les États-Unis



Le Canada va contester les droits antidumping et compensateurs imposés fin novembre par les États-Unis sur son bois d'œuvre, en exhortant une fois de plus Washington à cesser d'imposer ces droits, a annoncé mardi la ministre fédérale du Commerce international, Mary Ng. "Le Canada demeure extrêmement déçu que les États-Unis aient (...) presque doublé le taux de droit applicable à la plupart des producteurs canadiens de bois d'œuvre résineux", a déclaré la ministre dans un communiqué, annonçant contester la mesure. Le mois dernier, Washington a fait passer le taux des

droits compensatoires de 8,99% à 17,90%. Le Canada, qualifiant son secteur forestier de "point d'ancrage économique" à travers le pays, a affirmé que ces droits ne nuisaient pas seulement aux "collectivités, aux entreprises et aux travailleurs canadiens", mais ils constituaient également une "taxe pour les consommateurs américains". Cette décision politique a été accueillie favorablement par les acteurs canadiens du bois, le conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) "saluant la volonté de la ministre" par la voix de son PDG Jean-François Samray.

GUERRE EN UKRAINE :

La Russie suspendue du Conseil de l'ONU, les troupes russes semblent faiblir

Vous avez raté les derniers événements liés à la guerre en Ukraine ? 20 Minutes fait le point pour vous tous les soirs, à 19h30. Qui a fait quoi ? Qui a dit quoi ? Où en sommes-nous ? La réponse ci-dessous :

L'info du jour

La décision est historique. L'Assemblée générale de l'ONU a suspendu ce jeudi après-midi la Russie de son siège au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Sur les 193 pays membres, vingt-quatre pays ont voté contre cette suspension et 58 pays se sont abstenus. Ce genre de décision est la deuxième de l'histoire de l'ONU après l'éviction de la Libye en 2011. La demande avait été formulée plus tôt dans la journée par les pays du G7 et par le président ukrainien Volodymyr Zelensky la veille. Et les sanctions de la Russie à l'ONU pourraient encore se poursuivre. L'Organisation a annoncé ce même jour, l'ouverture prochaine d'une enquête sur les circonstances de la mort de personnes habillées en vêtements civils, retrouvées à Bouthcha par les autorités ukrainiennes

après le retrait de l'armée russe.

La phrase

Sans un mot, ils m'ont poussée sur le lit, m'ont écrasée avec une mitraillette et déshabillée... Elena, une Ukrainienne dont le prénom a été modifié, mère de quatre enfants a été violée pendant des heures par deux soldats russes le 3 avril parce qu'elle était la femme d'un soldat ukrainien. La section ukrainienne de l'ONG La Strada, qui défend les droits des femmes, estime qu'il pourrait y avoir des centaines, voire des milliers, de femmes et de jeunes filles dans son cas.

Le chiffre

167. D'après le parlement ukrainien, au moins 167 enfants ont perdu la vie depuis le début de l'invasion russe en Ukraine.

La tendance du jour
L'armée russe à bout de souffle ?



C'est la théorie de certains experts militaires comme Raphael Cohen qui estime les pertes russes entre

7.000 et 15.000 hommes. « Si la Russie ne peut compenser ses pertes, elle risque d'être exténuée »,

affirme l'analyste. D'autre part, alors que Vladimir Poutine rêvait de prendre Kiev en quelques jours, depuis cet échec, « les Russes n'ont plus réussi à percer, sauf sur la partie sud », note une source au sein de l'état-major français. Ils « adoptent des positions défensives sur une bonne partie des lignes de confrontation Nord », mais « il est difficile de mesurer s'ils sont en pause stratégique pour repartir à l'attaque ou s'ils sont en panne. » « La Russie a complètement perdu l'initiative, affirme de son côté un responsable occidental sous couvert de l'anonymat. Pas plus tard qu'hier, on voyait des files de blindés russes essayant d'avancer sur la route et qui peinaient face à la résistance ukrainienne. Même s'ils apprennent (...), ils continuent de compromettre leur capacité à atteindre leurs objectifs ».

GUERRE EN UKRAINE : Les sanctions contre la Russie arrivent de toutes parts, un conflit parti pour « durer longtemps »

Vous avez raté les derniers événements liés à la guerre en Ukraine ? 20 Minutes fait le point pour vous tous les soirs, à 19h30. Qui a fait quoi ? Qui a dit quoi ? Où en sommes-nous ? La réponse ci-dessous :

L'info du jour

Après les annonces, les actes. Les sanctions contre la Russie sont tombées de toutes parts ce mercredi. En tête de file, les Etats-Unis ont annoncé une nouvelle volée de sanctions économiques et financières. En plus d'interdire tous les nouveaux investissements en Russie, l'exécutif américain va geler tous les avoirs « en contact avec le système financier américain » de l'incontournable banque publique Sberbank et de la plus grande banque privée du pays,

Alfa Bank. Elles seront également interdites de toute transaction avec des acteurs américains. Enfin, Washington va sanctionner les deux filles de Vladimir Poutine : leurs avoirs aux Etats-Unis seront gelés et leurs liens avec le système financier américain sectionnés. Le Royaume-Uni a, lui aussi, durci ses sanctions contre Moscou en s'en prenant, comme les Etats-Unis, à Sberbank, et en annonçant la fin des importations de charbon russe. Les autorités douanières néerlandaises ont immobilisé 14 yachts russes dans des chantiers navals.

La Grèce a annoncé qu'elle allait expulser douze diplomates russes
Il s'agit de la première réaction de Vladimir Poutine face aux civils morts retrouvés dans la ville de

Boutcha. Lors d'un entretien avec le Premier ministre hongrois Viktor Orban, le président russe a évoqué « la provocation grossière et cynique de la part du régime de Kiev dans la ville de Boutcha », selon un communiqué du Kremlin. 100 millions de dollars. C'est le montant de l'aide sécuritaire supplémentaire débloquée par les Etats-Unis pour l'Ukraine. Elle financera notamment des systèmes antichars Javelin, utilisés face à l'armée russe.

La tendance du jour

La guerre n'est pas près de s'arrêter pour le secrétaire général de l'Onu. « Nous devons être réalistes. La guerre peut durer longtemps, plusieurs mois, voire des années. Et c'est la raison pour laquelle nous devons également être préparés à un long parcours, à la fois en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine, le maintien des sanctions et le renforcement de nos défenses », a déclaré Jens Stoltenberg. Ce mercredi n'a en effet pas marqué de ralentissement des combats. Dans la nuit, des explosions ont retenti dans la région de Lviv. Dans l'Est du pays, deux civils ont été tués dans le bombardement d'un centre de distribution d'aide à Vouglédar, et des obus ainsi que des roquettes se sont abattus à intervalles réguliers sur la ville industrielle de Severodonetsk. Si bien que Kiev a appelé dans l'après-midi les habitants de l'Est de l'Ukraine à évacuer la région dès « maintenant ».

ETATS-UNIS : Confirmation historique de la juge Ketanji Brown Jackson à la Cour suprême

La candidate choisie par Joe Biden sera la première femme afro-américaine à siéger à la plus haute instance judiciaire américaine. Ce n'était jamais arrivé en 233 ans d'histoire. Jeudi, la juge Ketanji Brown Jackson a été confirmée à la Cour suprême des Etats-Unis, et va devenir la première femme afro-américaine à siéger à la plus haute institution judiciaire du pays. Elle remplacera le juge progressiste Stephen Breyer après son départ à la retraite, fin juin. Ketanji Brown Jackson a été confirmée par 53 voix contre 47. Trois sénateurs républicains, Mitt Romney, Susan Collins et Lisa Murkowski, se sont joints aux 50 démocrates. Comme un symbole, c'est Kamala Harris, première femme noire vice-présidente des Etats-Unis, qui a annoncé le résultat du vote. Joe Biden, qui regardait le vote historique sur un écran de télévision, a alors pris dans ses bras la nouvelle « Justice Brown Jackson » pour la féliciter.

Équilibre inchangé à la Cour
Sur les 115 juges ayant jusqu'ici siégé à la Cour suprême, il n'y a eu que cinq femmes – quatre blanches et une hispanique – et deux hommes noirs, dont l'un, Clarence Thomas, a été nommé par George Bush père et siège toujours. Pour Joe Biden, il s'agit de sa première nomination à la haute cour dont la mission est de veiller à la constitutionnalité des lois et de trancher les importants débats de société aux Etats-Unis, comme l'avortement ou le mariage homosexuel. « Le vote d'aujourd'hui est le résultat de plusieurs siècles de travail, en particulier pour les femmes et les filles noires qui, trop souvent, ne se voient pas représentées dans les plus hautes sphères du gouvernement », a salué Alexis McGill Johnson, la présidente de l'organisation Planned Parenthood, qui gère de nombreuses cliniques pratiquant des IVG dans tous les Etats-Unis. Ce vote ne changera toutefois pas le rapport de force au sein du prestigieux collège de neuf magistrats, avec seulement trois juges progressistes auxquels se joint parfois le chef de la Cour suprême, le conservateur modéré John Roberts.

GUERRE EN UKRAINE: L'attaque de la gare de Kramatorsk fait au moins 39 morts, dont quatre enfants...

Les pays de l'UE ont déjà gelé au moins 29,5 milliards d'euros d'avoirs russes et bélarusse dans le cadre des sanctions adoptées contre la guerre menée en Ukraine, selon un décompte encore partiel annoncé vendredi par la Commission européenne. L'armée russe a démenti vendredi tout tir de missile sur la gare de Kramatorsk, dans l'est de l'Ukraine, dénonçant une « provocatrice » des forces de Kiev, alors que cette frappe a fait au moins 35 morts. « Toutes les déclarations des représentants du régime nationaliste de Kiev sur le fait que la Russie a mené une attaque de missile contre la gare ferroviaire de Kramatorsk sont une provocation et ne correspondent pas à la vérité », a dit le ministère de la Défense, affirmant même que seules « les forces armées ukrainiennes » utilisent ce type de missile « Totchka-U ». Le Royaume-Uni a sanctionné vendredi les deux filles du président russe Vladimir Poutine et celle du chef de la diplomatie Sergueï Lavrov en raison de l'invasion de l'Ukraine, disant vouloir s'en prendre au « train de vie faste du cercle rapproché du Kremlin ». Le gouvernement danois se prépare à instaurer des « villages ukrainiens » temporaires pour pouvoir accueillir



les déplacés venant d'Ukraine qui pourraient atteindre 100.000 personnes, cinq fois plus que précédemment estimé, a annoncé vendredi le ministre des Migrations.

Deux roquettes touchent la gare de Kramatorsk

Au moins 30 personnes ont été tuées et 100 blessées dans l'attaque qui a touché vendredi matin

la gare de Kramatorsk, dans l'est de l'Ukraine, où attendaient des centaines de personnes voulant fuir la région.

La région de Soumy, frontalière de la Russie dans le nord-est de l'Ukraine, a été totalement « libérée » des forces russes, a annoncé vendredi le chef de l'administration régionale Dmytro Jivitsky. «

Le territoire de la région est libéré des Orcs », a annoncé M. Jivitsky sur Telegram, en utilisant le surnom, tiré du livre « Le Seigneur des anneaux », qui est fréquemment donné aux soldats russes en Ukraine. Il a ajouté toutefois que la zone n'était « pas sûre » et que des opérations de déminage étaient en cours.

Le Parlement espagnol dénonce le changement de position "unilatéral" de Sanchez sur le Sahara occidental

Le Parlement espagnol a voté, jeudi, une proposition réaffirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions des Nations unies, dénonçant le changement de position "unilatéral et illégal" du Premier ministre Pedro Sanchez sur le Sahara occidental.



Les députés espagnols ont approuvé une proposition non-législative soumise par trois blocs parlementaires dénonçant le changement de position "unilatéral et illégal" de Sanchez concernant le conflit au Sahara occidental. Une résolution qui appelle à une "correction" de cette position et à

appuyer les résolutions des Nations unies devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Au cours d'intenses débats sur le Sahara occidental, les groupes parlementaires ont vivement dénoncé la position défendue par le Premier ministre, Pedro Sanchez, la qualifiant de "trahison"

vernemment espagnol, -le Parti socialiste ouvrier espagnol-, a modifié unilatéralement sa position concernant le conflit au Sahara occidental, en opposition aux résolutions des Nations unies et du droit international lui-même". Ce vote soutient le rejet des prétenues solutions que l'occupant marocain tente d'imposer avec le soutien de certaines parties qui veulent contourner les dispositions du droit international garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, selon des sources sahraouies. Les partis "Podemos", "La Gauche républicaine de Catalogne" ainsi qu'EH Bildu (Réunir le Pays basque) ont soumis une proposition devant la Chambre des représentants dans laquelle ils dénoncent la "position unilatérale" de Sanchez soutenant le plan marocain de la soi-disant "autonomie" au Sahara occidental et appellent à la corriger, tout en mettant l'accent sur les résolutions des Nations unies en faveur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Ce vote coïncide avec la visite qu'effectue Pedro Sanchez, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, au Royaume du Maroc jeudi.

La Côte d'Ivoire va-t-elle extrader Blaise Compaoré ?

Au Burkina Faso, les avocats de la famille de Thomas Sankara, demandent l'extradition de Blaise Compaoré, condamné ce mercredi (06.04.2022), à la prison à perpétuité, par le tribunal militaire de Ouagadougou, pour son implication dans l'assassinat de Thomas Sankara, en octobre 1987. Mais, Blaise Compaoré vit en exil en Côte d'Ivoire, depuis qu'il a été chassé du pouvoir en 2014. Faut-il s'attendre à son extradition au Burkina Faso, en vue de purger sa peine ? Il ne faut pas se faire d'illusions selon les interlocuteurs que nous avons joints à Abidjan, au lendemain de la condamnation de l'ancien président burkinabé. Blaise Compaoré entretient en effet une solide amitié avec l'actuel chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, qu'il a soutenu dans sa conquête du pouvoir.

Blaise Compaoré, l'Ivoirien
En outre, Blaise Compaoré a obtenu la nationalité ivoirienne après avoir été chassé du pou-

voir en 2014. Tout cela rend donc improbable son extradition vers le Burkina Faso. "Vus les rapports qu'il a avec les autorités ivoiriennes, je ne pense pas qu'il puisse être livré. Et il est citoyen ivoirien, il a la nationalité ivoirienne. Ce statut peut être un frein à son extradition", estime Alexandre Willy Neth, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO). Danièle Boni Claverie, présidente de l'Union pour la République et la démocratie (URD) ne croit pas non plus à une extradition de l'ancien président burkinabé. "Je ne pense pas que la Côte d'Ivoire extrade ses ressortissants. C'est normal que les avocats entament cette démarche juridique et demandent son extradition. La justice ne pourra pas le ramener au Burkina Faso mais ça doit être moralement pour lui quelque chose de très difficile à vivre", ajoute pour sa part l'ancienne

ministre Danièle Boni Claverie et présidente de l'URD.

Le règne de l'impunité

Pourtant, il existe des précédents d'extradition de criminels entre la Burkina Faso et la Côte d'Ivoire et la Cédéao possède une Convention d'extradition censée encadrer cette possibilité. Mais il semble que cette procédure se heurte aux amitiés politiques. Bamba Drissa du Mouvement ivoirien de défense des droits humains (Midh), regrette que Blaise Compaoré ne puisse pas purger sa peine. Car selon lui, l'absence d'extradition est un nouveau signe de l'impunité dont bénéficiait certains dirigeants. "Que ce soit au Burkina, en Côte d'Ivoire ou dans la sous-région, l'impunité semble être consacrée par certains dirigeants. Je m'interroge sur la volonté politique que les autorités ivoiriennes auront à extraire Blaise Compaoré qui a acquis la

nationalité ivoirienne par mariage" dit Bamba Drissa.

Victoire de la justice burkinabé

Pour Danièle Boni Claverie, il faut cependant saluer la décision rendue par la justice burkinabé après 35 ans d'attente. "Ce qu'il faut retenir, c'est qu'au-delà des auteurs et des acteurs, c'est la justice burkinabé qui sort grandi parce que 35 ans après les faits, elle a su dire le droit et nous fait espérer, à nous les Africains, que plus rien n'est tabou et que même un coup d'Etat peut être jugé. Thomas Sankara est un héros pour beaucoup d'Africains. Il pourra être réhabilité", explique l'opposante ivoirienne. En 2016, la justice burkinabé avait émis un mandat d'arrêt à l'encontre de Blaise Compaoré. Celui-ci vit depuis 2014 à Abidjan où il se fait plutôt discret : juste quelques voyages à l'étranger, notamment au Maroc pour des soins médicaux.

ARMEE SAHRAOUIE:
Nouvelles attaques contre les positions de l'occupant marocain



Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements des forces de l'occupation marocaines, le long du mur de la honte, a indiqué un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué militaire N° 500, rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "des unités de l'Armée sahraouie ont mené de nouvelles attaques contre les positions des forces de l'occupation marocaine dans les régions de Ross Sebt et Akoura Ould Abelal dans le secteur de Mahbès". La même source a indiqué que les forces sahraouies ont mené des "bombardements intenses" contre des forces d'occupation marocaines dans la région d'Oum Dakan (secteur d'Oum Drika). Des détachements avancés de l'APLS avaient mené des attaques mercredi contre les retranchements de l'occupant marocain dans les régions d'Akrara Lahdid et Akrara Chadida dans le secteur de Farsia. Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les positions des forces d'occupation qui subissent de "lourdes pertes humaines et matérielles" le long du mur de la honte, conclut le communiqué.

MALI: Le Conseil de sécurité tiendra une séance sur la MINUSMA

Le Conseil de sécurité tiendra jeudi une séance d'information publique, suivie de consultations privées, sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Le Représentant spécial et chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane, présentera le dernier rapport du Secrétaire général sur le Mali, qui couvre la période du 1er janvier au 15 mars. Lors de la réunion de ce jeudi, M. Wane devrait noter que les négociations se poursuivent entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les autorités de transition du Mali pour fixer un nouveau calendrier pour la tenue d'élections afin de rétablir l'ordre constitutionnel. La période de 18 mois pourachever la transition politique, a été adoptée en mars 2021. Fin décembre 2021, les autorités de transition ont proposé de prolonger la transition de cinq ans. Ils ont ensuite présenté début 2022 un calendrier révisé proposant une prolongation de deux ans de la période de transition. La CEDEAO, lors d'un sommet le 9 janvier, a rejeté la proposition, la qualifiant de "totalement inacceptable", et a imposé de nouvelles sanctions économiques et financières au Mali, notamment la fermeture des frontières terrestres de la CEDEAO avec le Mali et le gel des avoirs de l'Etat dans les banques centrales et commerciales de la CEDEAO. Le médiateur de la CEDEAO au Mali, l'ancien président nigérien Goodluck Jonathan, a effectué une mission à Bamako du 18 au 20 mars. Il a été rejoint par des membres du comité local de suivi de la transition, dont le Haut Représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel Maman Sambo Sidikou et le Représentant spécial Wane.

MAROC/EDUCATION:

La coordination des enseignants met en garde contre une escalade dangereuse

La Coordination nationale des enseignants au contrat imposé au Maroc a appelé, mercredi, à annuler les jugements injustes et les poursuites judiciaires abusives visant les enseignants protestataires, dénonçant des arrestations arbitraires et une escalade dangereuse de l'Etat contre cette catégorie du secteur de l'enseignement. L'appel de la coordination a été lancé lors d'un sit-in de soutien organisé à l'occasion de la comparution de 15 enseignants contractuels devant le tribunal de première ins-

tance de Rabat, pour leur participation à une manifestation appelant à leur intégration dans la fonction publique, organisée en mars dernier. Au premier jour du procès des enseignants contractuels, plusieurs manifestants se sont réunis devant le tribunal de la capitale Rabat et dans plusieurs tribunaux à travers le pays pour exprimer leur solidarité, selon des médias locaux. Les manifestants ont brandi des slogans appelant à mettre un terme aux poursuites contre les enseignants, et dénoncé

les violences auxquelles ils étaient confrontés. "Dans une tentative de porter atteinte au militantisme et de criminaliser le droit de grève et le droit de manifester, le tribunal de Rabat a prononcé, le mois dernier, des peines de plus de 7 ans de prison contre les enseignants, en plus de lourdes amendes, alors que des dizaines d'entre eux attendent toujours la programmation de leur procès", dénonce la coordination nationale des enseignants au contrat imposé. Mardi, le comité de soutien et de défense des

SON FILS SWAN EVOQUE : Mélanie Da Cruz brise le silence après son divorce avec Anthony Martial

L'ancienne candidate de «Secret Story» a le cœur lourd en ce moment. Il y a quelques jours, Mélanie Da Cruz a annoncé qu'elle ne formait plus un couple avec Anthony Martial. Le 5 avril 2022, elle a souhaité donner de ses nouvelles, ainsi que de son fils Swan.

Mélanie Da Cruz n'a pas le cœur à rire en ce moment. Le 30 mars dernier, l'ancienne candidate de Secret Story (saison 9, en 2015) a annoncé son divorce avec Anthony Martial. Absente des réseaux sociaux depuis, elle a fait un retour remarqué mardi 5 avril 2022. Mélanie Da Cruz s'est en effet saisie de son compte Snapchat afin de donner des nouvelles, voyant que sa communauté était inquiète. «Coucou tout le monde. Je fais une petite vidéo pour vous donner signe de vie parce que je reçois beaucoup de messages. Vous savez, je préfère prendre un peu de recul sur les réseaux même si je ne vous cache pas que parfois je regarde Instagram parce qu'il y a beaucoup de choses très drôles. Et je me concentre sur le positif. (...) Mais si je vous les partage comme je le fais d'habitude, les gens vont se dire que je me fous de leur gueule. Et en même temps, je pense qu'il



est quand même un peu temps de revenir sur les réseaux pour parler de la pluie et du beau temps. (...) Je n'ai pas envie de faire des Snap en disant «ce matin je n'ai pas envie de me lever». Ce n'est pas mon truc», a tout d'abord confié la jeune femme de 30 ans. Mélanie Da Cruz a ensuite expliqué qu'elle préférait rester «tranquille dans [son] coin» en attendant d'aller mieux.

Mais la maman de Swan (4 ans) a tenu à rassurer les personnes qui la suivent pour leur soutien, en particulier ceux qui lui ont envoyé des blagues ces derniers jours. «Swan va très bien.

Il va à l'école, tout se passe comme sur des roulettes. Merci pour lui», a conclu la mère de famille. C'est en postant une photo en noir et blanc d'elle en robe de mariée qu'elle avait annoncé la triste nouvelle. «Parfois pour gagner une course il faut arrêter de courir... Je n'ai pas pour habitude de prendre la parole concernant ma vie privée... mais pour le bonheur et l'avenir de chacun je me dois de le faire aujourd'hui. Il n'existe pas de rupture facile mais elle peut être faite dans le plus grand des respects et avec pudeur de ma part.

La vie à 2 est une longue route souvent parsemée d'embûches. Abandonner ne fait pas partie de mon caractère mais c'est ici que nos chemins se séparent. Bientôt 3 ans qu'on s'est dit «oui je pensais pour la vie, malheureusement l'amour n'a pas suffit. Il m'est impossible de poser ICI des mots sur ce que je ressens car ma douleur ne s'écrit pas.

Néanmoins notre priorité est et restera le bien être de Swan», avait-elle écrit en légende. Mélanie Da Cruz a pu compter sur le soutien de ses abonnés. Pour l'heure, le footballeur du Séville FC ne s'est pas exprimé.

PIERRE MONDY :

Sa petite-fille porte enfin son nom, après 17 ans de bataille

La fin d'un long combat devant les tribunaux. Sur Instagram, Anne Mondy, la fille du défunt comédien Pierre Mondy, a annoncé une grande nouvelle à ses abonnés : sa propre fille, Louna, peut officiellement porter son illustre patronyme. Pierre Mondy, inoubliable acteur des films La 7e compagnie et de la série Les Cordier, juge et flic, a laissé derrière lui un clan éprouvé par sa mort survenue en 2012. Il était le père de Laurent et Anne. Celle-ci a mené une bataille judiciaire de longue haleine pour que sa fille Louna puisse porter le nom de famille du regretté patriarche. Comme l'a repéré le magazine France Dimanche, Anne Mondy a annoncé la fin de son combat judiciaire sur Instagram, le 14 décembre 2021. «La vie est cruelle parfois, mais bien faite, malgré tout... Elle vous enlève d'une main, une partie de votre cœur et vous donne de l'autre, de quoi colmater la tristesse qui en résulte, en vous faisant arriver au courrier du jour, le résultat d'une bataille qui au final a duré 17 ans ! Une espèce d'obsession ! Un besoin irrationnel de légitimité, de justice, de réalité écrite noir sur blanc, d'inscrire dans



une lignée familiale mon enfant dont je suis la mère et le père, l'unique parent et seule responsable depuis toujours... Ce besoin de l'intégrer civilement dans la seule famille qui a existé et été présente dans sa vie. Je n'ai jamais rien demandé... rien... Juste ça...», écrit-elle. Anne Mondy, fille de Pierre et de sa troisième épouse Annie Fournier, a visiblement des reproches à faire au père de sa fille. A tel point qu'elle voulait donc que Louna puisse porter le même nom

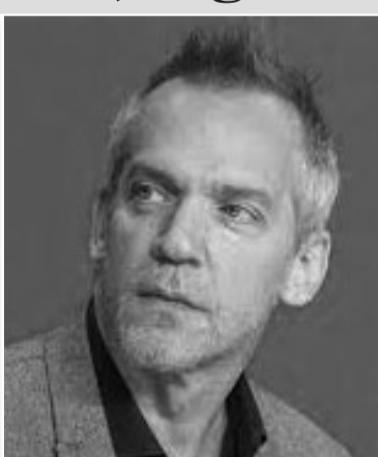
que celle, Mondy étant le nom de la grand-mère maternelle du regretté acteur dont le nom de naissance était en réalité Pierre Cuq.

«Ma fille est, enfin, officiellement une Mondy ! Elle porte officiellement mon nom, celui de son grand père, de son oncle, de son cousin et sa cousine, et va pouvoir enfin avoir une identité unique, passer ses examens et construire sa vie de femme sous un nom qu'elle porte officieusement depuis 17 ans jusqu'ici accolé en priorité, à celui d'un triste déserteur (...) Aujourd'hui l'acte de naissance de Louna est enfin juste et rectifié dans la réalité des faits, et de son histoire», ajoute-t-elle. Très émue, Anne Mondy a aussi apprécié ce petit clin d'œil inattendu de la justice puisque la décision du procureur de la République de Paris a été rendue le 15 septembre. Pile le jour de la date anniversaire de la mort de son papa. «La boucle est bouclée... Le décret du 15 septembre ne s'invente pas non plus... Merci Papa... #mafillemabataille Merci à la best avocate Christelle pour son soutien précieux», ajoute-t-elle.

Mort soudaine de Jean-Marc Vallée, le réalisateur de Dallas Buyers Club, Wild, Big Little Lies...

C'est son fils Emile qui a confirmé la nouvelle : le réalisateur québécois Jean-Marc Vallée est mort le 25 décembre. Il laisse derrière lui une fructueuse carrière derrière la caméra et des films célèbres tels que «Dallas Buyers Club», «C.R.A.Z.Y» et «Wild». Triste nouvelle pour l'industrie du cinéma : le réalisateur québécois Jean-Marc Vallée est décédé. Comme l'a annoncé Radio Canada ce 27 décembre 2021, le cinéaste est mort dans la soirée du 25 décembre, à l'âge de 58 ans, dans une résidence de la région de Québec. Son fils Emile a confirmé la nouvelle, mais aucune précision n'a en revanche été donnée sur la cause du décès. Auprès de Deadline, son ami et producteur associé Nathan Ross a réagi : «Jean-Marc était synonyme de créativité, d'authenticité et il essayait de faire les choses différemment. C'était un véritable artiste et un gars généreux et aimant (...). Il était un ami, un partenaire créatif et un frère aîné pour moi. Le

maestro nous manquera beaucoup, mais il est réconfortant de savoir que son style magnifique et son travail percutant qu'il a partagé avec le monde vivront.» Jean-Marc Vallée était connu pour avoir réalisé les films Victoria : Les jeunes années d'une reine, Dallas Buyers Club, Wild ou encore la populaire série Big Little Lies. Il avait commencé sa carrière derrière la caméra au début des années 1990, après des études de cinéma à l'Université de Montréal. Dès 1995, il avait attiré l'attention d'Hollywood en réalisant le drame Liste noire. Mais son premier grand film était C.R.A.Z.Y, entamé en 1995 et sorti en 2005 : le portrait d'une famille québécoise dans les années 1970, qui met en scène le personnage de Zachary et ses inclinations homosexuelles réprimandées par son père. Grâce à ce long-métrage, qui avait connu un joli succès partout dans le monde, Jean-Marc Vallée avait reçu onze Prix Génie au Canada et quatorze



PLUSIEURS NOMINATIONS AUX OSCARS

Fort de ce succès, le réalisateur avait enchaîné avec le film historique Victoria : Les jeunes années d'une reine (2009) avec Emily Blunt en tête d'affiche. Etait ensuite venu le drame franco-canadien

Café de Flore avec Vanessa Paradis en 2011. Jean-Marc Vallée avait renforcé sa notoriété deux ans plus tard en réalisant le biopic Dallas Buyers Club avec Matthew McConaughey, Jared Leto et Jennifer Garner, nommé pour l'Oscar du meilleur film en 2014. Dès l'année suivante, il était de retour aux Oscars avec le film Wild et ses deux actrices nommées, Reese Witherspoon et Laura Dern. Jean-Marc Vallée avait retrouvé Reese Witherspoon et Laura Dern, mais aussi Nicole Kidman et Shailene Woodley, pour la série Big Little Lies. Son dernier projet était également à la télévision, avec la mini-série Sharp Objects, sortie en 2018, avec Amy Adams et Patricia Clarkson. En dehors des plateaux de tournages, Jean-Marc Vallée s'était marié avec l'écrivaine Chantal Cadieux au Québec, en 1990. Le couple avait eu deux enfants, Alex et Emile (nés en 1992 et 1996), avant de divorcer en 2006.

LE BON DIEU 3 :

«Torpeur et larmes», les acteurs reviennent sur le tournage marqué par un drame

«Qu'est-ce qu'on a tous fait au bon Dieu ?», le troisième opus de la saga de Philippe de Chauveron, sort en salles le 6 avril 2022. Les héros du film se souviennent, en cette occasion, d'un tournage compliqué, émotionnellement parlant. En proposant ce troisième volet de la saga, Philippe de Chauveron espère redonner le sourire aux Français. Le mercredi 6 avril 2022, les spectateurs découvrent finalement le film Qu'est-ce qu'on a tous fait au bon Dieu ? après des mois de report. Et si les rires sont de mise, à l'écran, le tournage a été un peu moins amusant à vivre pour les comédiennes, les comédiens et les équipes techniques. A la fin du long-métrage, chacun pourra lire «En souvenir de Morvan, Milo et Hervé», dont la mort, survenue l'année dernière, a bouleversé tout le monde. Le 23 avril 2021, Morvan Omnes, son fils Milo Omnes, et Hervé Ribatto ont effectivement été percutés en voiture à un carrefour d'une route de la Vienne, alors qu'ils quittaient le plateau de tournage. Le film en cours a été suspendu pendant une semaine et cette tragédie a touché en plein cœur chaque personne qui avait côtoyé les trois victimes... dont Chantal Lauby et Christian Clavier, qui assurent depuis quelque temps la promotion de Qu'est-ce qu'on a tous fait au bon Dieu ?.

Le soir, les gens pleuraient dans leur chambre d'hôtel

«Se réamuser après cela a été extrêmement difficile, se souvient Christian Clavier dans les colonnes du journal Le Parisien. L'équipe a été extraordinaire.» «On a essayé de faire notre travail le mieux possible», ajoute Chantal Lauby, qui s'est trouvée plongée dans «la torpeur» après la mort des trois hommes. «C'est grâce aux techniciens qu'on a repris le tournage, se souvient le réalisateur Philippe de Chauveron. Ce sont eux, alors que certains étaient très proches de Morvan, Milo et Hervé, qui ont dit : «Il faut terminer le film pour eux, pour nous». Quand on tournait, on réussissait à rigoler et, le soir, les gens pleuraient dans leur chambre d'hôtel.» Qu'est-ce qu'on a tous fait au bon Dieu ? sort le 6 avril 2022 à la suite du succès fulgurant des deux volets précédents - 12,3 millions de spectateurs pour le premier, 6,7 millions pour le deuxième.

Où est Anne Frank? d'Ari Folman

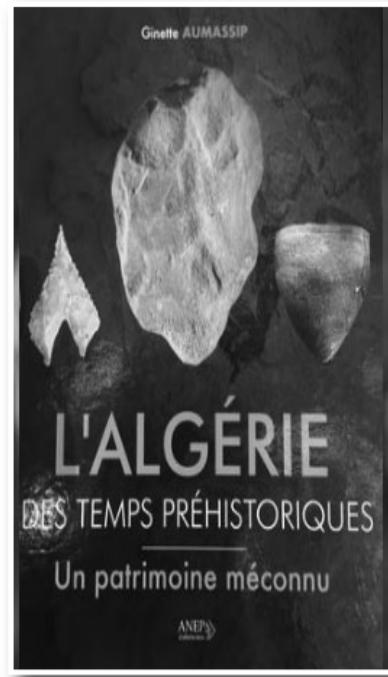
Parfois candide mais formellement splendide et inspiré, ce conte noir aux accents Ghibliiens sur le pouvoir de l'imagination comme remède à l'horreur, bouleverse durablement. Kitty, l'amie imaginaire d'Anne Frank à qui était dédié le célèbre journal, a mystérieusement pris vie de nos jours dans la maison où s'était réfugiée Anne avec sa famille, à Amsterdam, devenue depuis un lieu emblématique recevant des visiteurs du monde entier. Munie du précieux manuscrit, qui rappelle ce qu'Anne a vécu il y a plus de 75 ans, Kitty se lance à sa recherche en compagnie de son nouvel ami Peter, qui vient en aide aux réfugiés clandestins ; elle découvre alors sidérée qu'Anne est à la fois partout et nulle part. Et dans cette Europe différente, désormais aux prises avec de nouveaux enjeux majeurs, Kitty trouvera le moyen de redonner au message d'Anne Frank sens, vie et espoir.

La critique

À Amsterdam, de nos jours, une foule émuë se presse pour visiter la maison de celle qui depuis la publication de son journal en 1947 est devenue une icône nationale, symbole de la barbarie humaine sans jeter un regard aux migrants qui à quelques mètres de là sont chaque jour piétinés et maltraités. Parmi les touristes, groupes scolaires et curieux, une silhouette interpelle : celle de la pop star Justin Bieber tristement célèbre pour avoir en 2013 inscrit dans le livre d'or de l'ancienne cachette devenue musée : «Anne était une fille super. Avec un peu de chance elle aurait été une fan ». En quelques plans d'une introduction aussi lapidaire qu'ironique, la problématique, mieux l'ambition grammaticale, de ce film d'animation commandité par le Fonds Anne Frank et pensé pour les enfants est posée : que reste-t-il d'Anne Frank aujourd'hui et quel enseignement tirer de sa tragédie? Treize ans après «Valse avec Bachir» présenté en compétition à Cannes, Ari Folman dont les parents furent déportés à Auschwitz le même jour que la famille Frank dit toute l'absurdité du culte de la personnalité et du message dilué avec les années.

«L'Algérie des temps préhistoriques» dernier ouvrage de l'universitaire Ginette Aumassip

Dans son dernier ouvrage intitulé «L'Algérie des temps préhistoriques, un patrimoine méconnu», l'universitaire Ginette Aumassip, préhistorienne et spécialiste du monde maghrébin et saharien, propose un rappel de la richesse des vestiges, d'un temps où l'homme n'avait pas encore inventé l'écriture, et de la fragilité de cet immense patrimoine. Publié aux éditions Anep, sous forme de beau-livre, l'ouvrage revient en 155 pages sur les traces des plus vieilles présences humaines pour remonter le temps jusqu'aux cultures néolithiques d'Afrique du nord. L'aventure de l'humanité que raconte l'ouvrage débute dans la région de Setif, où ont été découverts les plus anciens outils, pour se poursuivre à Mascara et évoluer vers Tébessa, avant que Bejaïa ne devienne le refuge de la période des grands froids et que la canicule ne pousse les hommes vers Chrea, Tiaret et Constantine ou qu'Oran ne voit se développer l'élevage et l'agriculture. L'universitaire revient sur les lieux des plus anciennes traces de présence humaine en Algérie, dans le bassin



archéologique de Aïn Lahnech, près de la ville de Setif, où des traces datées de 2,4 millions d'années ont été découvertes. Ginette Aumassip fait également état des hauts lieux du paléolithique ancien, Tin Zaouatin, Reggan, bassin d'El Kherba près de Setif ou encore Mansourah près de Constantine. Après les galets aménagés, l'universitaire s'intéresse aux «bifaces», considéré comme une évolution «industrielle», cet outil est un symbole d'une industrie lithique et typique de l'Acheuléen dont les principaux sites algériens sont les régions de Tiaret, de Constantine, de Beni Abbès ou encore de l'Ahaggar, en plus de gisements plus récents dans le bassin de Tighennif à Mascara ou celui de N'gaous à Batna. L'auteure remonte le fil de l'évolution de l'humanité à travers les différents sites de présence humaine en Algérie pour arriver aux cultures néolithiques d'Afrique du nord qu'elle classe en «néolithique saharien-soudanais», «néolithique Tellien», et «néolithique de tradition caspienne». Gi-

nnette Aumassip donne un aperçu sur les conditions climatiques et la faune et la flore de quelques régions d'Algérie à cette époque, allant jusqu'à 2500 ans avant notre ère, et évoque une organisation sociale complexe, selon divers indices «démontrant des activités donnant lieu à des spécialisations» et l'existence d'habitat sédentaire et nomade. Lors de cette même période, l'universitaire explique, l'évolution du chasseur-cueilleur vers l'éleveur et l'agriculteur, la connaissance du vêtement et de la parure, l'apparition de pratiques «magico-religieuses», en plus de l'épanouissement du graphisme et l'explosion de la peinture et de la gravure. Directeur de recherches en France, Ginette Aumassip est l'auteur de nombreux ouvrages et publications spécialisées dont «Néolithique sans poterie de la région de l'Oued Mya» (1972), «Trésor de l'Atlas» (1986), «Chronologie de l'art rupestre saharien et nord-africain» (1993), «Préhistoire du Sahara et de ses abords» (2002).

PATRIMOINE, BEJAÏA, SADDEK EL-BEJAOUI :

Une voix de rossignol

Il incarne le patrimoine artistique de la ville de Béjaïa avec sa voix de rossignol. De son vrai nom Saddek Bouyahia, cheikh Saddek El Bejaoui, est né le 17 décembre 1907 à Béjaïa, dans une modeste famille du vieux quartier Bab El Louz dans la haute ville. Il a étudié à l'école coranique de Sidi El Badroni sous la direction d'émérites enseignants dont cheikh Bachir Zerrouki. Très assidu, dans sa jeunesse, il était très doué pour la musique et la poésie qu'il développa à travers les chants. Possédant d'excellentes capacités du verbe et une voix de ténor, Saddek El Béjaoui jouit rapidement d'un talent d'artiste exceptionnel qui le distingue des meilleurs artistes de cette époque. Au début 1930, l'école de Béjaïa étant en souffrance, il décide d'aller à Alger pour parfaire ses connaissances. A cette époque, il jouait déjà de la guitare et de

la kouitra. A Alger, il rejoindra El Mossilia en 1933 et eut pour maître Si Mahieddine Lakhal, côtejant de brillantes interprètes. En 1934, lors d'un séjour à Tlemcen, il rencontra cheikh Hadj Larbi Ben Sari et sa carrière prend un nouveau tournant. Ce fut pour lui l'occasion d'acquérir un répertoire hawzi plus étendu. En 1936, il revient à sa ville natale avec la maîtrise de la nouba dans sa structure complète, il crée, après la dissolution de son association culturelle par l'occupant colonial, un cercle musical dans son café, (café Zoubir) pour accueillir tous les artistes du pays et du Maghreb qui viennent se produire fréquemment. D'autre part, il dirigeait Radio Béjaïa et fut son principal animateur et chef d'orchestre pendant les dernières années de l'époque coloniale. Cette période fut particulièrement féconde

RAMADHAN 2022 :

Un programme artistique et intellectuel riche proposé par les établissements culturels

De nombreux établissements culturels relevant du ministère de la Culture et des Arts proposent un programme culturel et artistique riche et varié, prévoyant des pièces théâtrales, des soirées artistiques et des rencontres intellectuelles tout au long du mois sacré de Ramadhan. A ce propos, l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) a programmé à travers ses différents espaces à l'échelle nationale un éventail d'événements culturels et artistiques, en ce sens que la salle Atlas d'Alger prévoit, à partir du 6 avril, des soirées animées par des artistes de brillants, tels que Abderrahmane El Kobi, Nassim Youssef, Mohamed Chetouane, Nacer Eddine Galiz, Didine Karoum, Mehdi Tamache, Sid Ali Lakkam et Nassim Bey. A la salle de spectacles de Tipaza, des soirées seront animées par les artistes Mourad Djajaferi, Narjes, Mohamed Haouati, Hassiba Abderraouf, Goussem, un concert de l'association El-Bachtarzia et un récital poétique de Kamel Cherchar. A Boumerdès, la salle de spectacles des Issers accueillera une soirée avec Fodil Assoul, tandis qu'à Oran, la salle Le Maghreb annonce



des soirées artistiques en compagnie de Meryem Benallal, Zaki Benmerah, Karim Boughazi, Lamia Aït Amara, l'association El-Faqirat ou encore l'association Ibn Badja de Mostaganem. Le public de la salle 8 mai 45 de Kherrata à Béjaïa appréciera des soirées musicales qu'avaient Balloul Mouloud, Mebarakia Abdel

Nabi, Meznad Zouhir, et pourra également assister à la pièce théâtrale «Bantoura spéciale» (Peinture spéciale) mise en scène par la Coopérative culturelle Taïvitka. La salle Ahmed Bey à Constantine, n'étant pas en reste, organise des soirées animées par Aslane Fergani, Djamil Bey, Salim Fergani, Djabassi Chemsedine, ainsi que deux pièces appelées «Hna Kheir» de Mourad Sawli et «Al-Assas» de Saber Ayachi. A Alger, le Palais de la Culture Moufdi Zakaria organise, à partir de demain mardi, le Forum de la Pensée islamique, des soirées ramadanques sous le thème «Dialogue et coexistence», au cours desquelles un groupe de spécialistes viendront s'exprimer sur le thème. L'espace culturel Moufdi Zakaria prévoit également une panoplie d'activités artistiques et culturelles, à commencer par une exposition artisanale à laquelle 30 exposants de différents coins du pays viendront prendre part, une exposition de calligraphie arabe et de miniatures que tiendra le Club algérien de calligraphie arabe et de miniatures, en plus d'une pièce théâtrale intitulée «Tchipa Bank» qui jouera l'association théâtrale Port Said.

Le Forum de la pensée culturelle islamique s'ouvre à Alger sous le slogan «Dialogue et Coexistence»

La ministre de la Culture et des Arts, Souraya Mouloudji a présidé, mardi au Palais de la Culture «Moufdi Zakaria» (Alger), l'ouverture du Forum de la pensée culturelle islamique, qui se tient chaque semaine tout au long du mois sacré, sous le slogan «Dialogue et Coexistence», et dont le premier numéro a accueilli l'universitaire Boumediene Bouzid qui a présenté une intervention sur «la coexistence dans la pensée religieuse, les sciences sociales et humaines». Dans son allocution d'ouverture, Mme Mouloudji a précisé que cette initiative scientifique

se veut une occasion pour jeter les bases d'une manifestation intellectuelle permanente à travers laquelle nous aborderons des thèmes relatifs à la pensée culturelle islamique avec ses dimensions éthique, éducative et de sensibilisation». La ministre a en outre souligné que le choix de la problématique du dialogue et de la coexistence intervenait pour mettre en exergue l'une des «valeurs ancrées dans la société algérienne (...) et les approches qui garantissent la pratique de la coexistence et ses principes», ajoutant que «c'est l'un des piliers de la sécurité

LE THE ET LE CAFE : De la légende à l'histoire

Hommage au poète El Madani Torkmani qui nous a légué un chef-d'œuvre de littérature populaire par sa fameuse pièce «El Qahwa we latay». Les siècles passent et le poème est là avec toute sa fraîcheur, dans un verbe d'une rare finesse. Chanté par de nombreux compositeurs du chaâbi de grande renommée, il nous envoûte avec la voix d'El Hadj Mrizek ou Chaou, dans un duo réussi avec Nadia Benyoucef. El Hachemi Guerouabi et Ammar Ezzahi l'ont exécuté en soirée privée. Un succès toujours en vogue. La pièce, aux allures théâtrales, met en scène un duel verbal chez le couple thé-café (en arabe, le café se décline au féminin). L'affrontement pour le monopole des soirées conviviales a lieu devant un juge froid et intransigeant, personnifié par deux moments forts de la journée ; lever et coucher du soleil. Le poète Torkmani ignorait, sans doute, que son œuvre préfigurait les enjeux des visées impérialistes des deux célèbres drogués sur le partage du monde. Le Qadi écoute les protagonistes, tous deux en rivalité pour accompagner les longues soirées conviviales. Les arguments sont puisés dans la riche littérature de l'érudition citadine. Le thé, né en Chine, soutient qu'il est d'essence noble. Il appuie son réquisitoire sur la majesté du rituel qui l'entoure. De fait, il est servi dans la plus flamboyante vaisselle dorée, agrémentée par le majestueux Samovar, une mécanique compliquée pour chauffer l'eau à la braise. D'où le son nom «El Babour». Ce chinois impérial détruit tout l'argumentaire du café qu'il traite, outrageusement, en termes racistes. Et pourtant ! Cette graine sobre et brunâtre aux odeurs si attractives, originaire de la péninsule arabique, est si proche de nos coutumes. Hommage au poète El Madani Torkmani qui nous a légué un chef-d'œuvre de littérature populaire par sa fameuse pièce «El Qahwa we latay». Les siècles passent et le poème est là avec toute sa fraîcheur, dans un verbe d'une rare finesse. Chanté par de nombreux compositeurs du chaâbi de grande renommée, il nous envoûte avec la voix d'El Hadj Mrizek ou Chaou, dans un duo réussi avec Nadia Benyoucef. El Hachemi Guerouabi et Ammar Ezzahi l'ont exécuté en soirée privée. Un succès toujours en vogue. La pièce, aux allures théâtrales, met en scène un duel verbal chez le couple thé-café (en arabe, le café se décline au féminin). L'affrontement pour le monopole des soirées conviviales a lieu devant un juge froid et intransigeant, personnifié par deux moments forts de la journée ; lever et coucher du soleil. Madame de Pompadour subjuguée. Le café sera popularisé en Occident par Madame de Pompadour qui recevait ses cargaisons par les soins de l'ambassade de France à la Sublime Porte. Du mot turc Kawé, il devient «café». Au Yémen, son pays d'origine, il s'appelle «El boun». Cette graine magique a fait la fortune du port yéménite de Moka. C'est un mot qui désigne également la couleur brune. Parfois on ajoute sa qualité odorante. Dans ce cas, on dit «El boun el aâtiou» ou le café parfumé. Ce qui a donné naissance à un nom de famille «Bonatéro»... Et ce n'est pas de l'italien. Le thé est traité par son rival de vulgaire herbage, «amer et impossible à avaler sans le secours du sucre», et destiné aux bergers.

CHAN 2023 (préparation): Algérie A' - Togo A':

Victoire de l'Algérie 1-0

La sélection nationale A' de football a battu son homologue togolaise, sur le score d'un but à zéro, mi-temps (1-0), jeudi soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida, dans un match amical de préparation en vue des prochaines échéances officielles dont le Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux CHAN-2023 qu'organisera l'Algérie du 8 au 31 janvier. Le but de la rencontre a été marqué par Khalid Dahamni après 45 secondes du coup d'envoi de la rencontre. Un second match devra opposer les deux sélections, dimanche (20h00) à huis clos au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Le match d'aujourd'hui a permis au sélectionneur national Madjid Bougherra de voir à l'œuvre un maximum de joueurs, surtout les nouveaux d'entre eux, et leur donner un temps de jeu afin de les évaluer. D'ailleurs, il a effectué huit changements en 2e période. En prévision des deux confrontations contre le Togo A', le coach national a convoqué pour le stage qui prendra fin dimanche, après le second match, une liste élargie de 30 joueurs évoluant dans le championnat national, et qu'il compte mettre sous concurrence et voir ce qu'ils peuvent apporter au noyau déjà consolidé. Le match amical contre le Togo, joué jeudi, est le 6e du genre, après ceux joués en Algérie contre le Liberia (5-1), la Syrie (2-1), le Burundi (3-0), le Bénin (3-1) et la Nouvelle-Zélande (1-2) à Dubaï, avant la Coupe arabe des nations de la FIFA-Qatar, disputée à Doha, et remportée par l'Algérie en battant en finale, la Tunisie (2-0), après prolongations.



MADJID BOUGHERRA:

"La priorité est de former un bon groupe"

L'entraîneur de la sélection nationale A' de football, Madjid Bougherra, a indiqué que "la priorité est de former un groupe et trouver les bons joueurs", en prévision du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux CHAN-2023 qu'organisera l'Algérie du 8 au 31 janvier. "L'objectif de ce stage c'est de confirmer ce que je pense des joueurs, et d'avoir une liste élargie et essayer de tester tout le monde en vue de renforcer le noyau déjà consolidé", a déclaré Bougherra à la chaîne TV de la Fédération algérienne de football (FAF). La sélection nationale

A' a entamé dimanche un stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue des deux matchs amicaux face au Togo, prévus les 7 et 10 avril au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida. "Nous avons gagné du temps en faisant des stages avant la Coupe Arabe. Ce qui est bien, c'est qu'on retrouve des joueurs qui étaient présents à ces regroupements avec de nouveaux joueurs", a-t-il ajouté. Pour l'ancien capitaine des Verts, la porte de la sélection est ouverte, et c'est au joueur d'être performant avec son club. "Aujourd'hui, on dispose de plusieurs joueurs qui émergent et il faudra les mettre en concurrence, car on est dans le niveau international. Il faut des joueurs qui soient prêts au bon moment et régulièrement," a-t-il expliqué. Concernant la double confrontation amicale face au Togo, Bougherra a indiqué que "l'objectif était d'avoir deux équipes et tout le monde aura son temps de jeu, tout en prenant en compte l'aspect Ramadan et l'état de fatigue de chaque joueur". "Il y a beaucoup de choses à prendre en considération, tout est là pour faire un bon stage et me permettre d'avoir des idées à la fin de ce regroupement. A ma connaissance rien n'a changé, les joueurs concernés par le CHAN seront ceux qui évoluent dans les championnats locaux. Pour nous, ça sera les joueurs qui évoluent en Algérie et aujourd'hui on repart sur le noyau qui était avec moi, ainsi que des joueurs qui émergent et d'autres que je suis en train de suivre.", a-t-il dit. Le coach national s'est montré par ailleurs confiant et satisfait de la qualité de son groupe en prévision des prochaines échéances officielles. "Aujourd'hui on doit avoir une dé-doublure (3 joueurs à chaque poste). Je suis confiant. Je pense que la qualité est là, mais le plus important c'est le niveau du comportement et de la concentration ainsi que les ambitions du joueur. Je suis très content du comportement des joueurs qui sont très à l'écoute, ce qui est bien pour un entraîneur afin de faire un bon travail.", a conclu Bougherra.



LIGUE 1 ALGÉRIENNE : les représentants algériens aux compétitions africaines reprennent l'activité nationale

Les trois représentants du football algérien dans les compétitions africaines, le CR Belouizdad, l'ES Sétif et la JS Saoura, reprendront leur activité nationale à l'occasion de la mise à jour des rencontres de la 21e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues jeudi et vendredi. C'est au CRB (1er - 48 pts), le double tenant du titre, et solide leader de la compétition qui échoit l'honneur de débuter cette mise à jour, jeudi (15h45), en se déplaçant à Médéa pour y affronter l'OM (15e - 21 pts) dans une rencontre aux objectifs diamétralement opposés. Les Belouizdadi, qui ont concédé samedi à Tunis, leur première défaite (toutes compétitions confondues), en Ligue des champions africains face à l'ES Tunis (1-2), mais qualifiés aux quarts de finale, vont s'attendre à une vive réplique des Olympiens, actuellement relégables et décidés à jeter toutes leurs forces dans la bataille, comme l'atteste leur match nul obtenu, vendredi face au MC Alger (0-0) au stade du 5 juillet. Les hommes du coach Paqueta qui comptent six points d'avance et trois matches en retard, sur leur poursuivant immédiat le MC Alger (2e, 40 pts), veulent s'assurer une marge confortable, avant de se concentrer sur leur principal objectif, à savoir la Champions Ligue africaine. Pour l'OM, un éventuel revers à domicile, compliquerait davantage la situation du club au classement de la Ligue 1. L'autre représentant algérien en quarts de finale de l'illustre épreuve africaine, l'ES Sétif (8e - 34 pts, et trois matches en moins), évoluera vendredi (22h00) à domicile devant le MC Oran (14e - 24 pts) pour 22 matches joués. Si les Sétifiens largement distancés du podium, comptent faire le plein lors des matches en retard, afin de combler leur retard sur le groupe de tête, les Oranais qui devancent, de trois points, le premier relégable, sont dans l'obligation de faire le plein pour éviter toute mauvaise surprise en fin de parcours. La dernière rencontre de cette mise à jour, aura pour théâtre, le stade du 20 août de Béchar, où les locaux de la JS Saoura (3e - 40 pts et 3 matches en moins), accueilleront vendredi (22h00), le HB Chelghoum-Laid (12e - 27 pts), une équipe en net progrès depuis quelques semaines. Le club du Sud-Ouest algérien, éliminé de la Coupe de la Confédération africaine de football, va désormais se concentrer sur le championnat local, à commencer par le match vendredi, dont la victoire lui permettra de s'emparer de la place de dauphin, en attendant de réduire son retard sur le leader belouizdadi. Quand au promu HBCL, qui s'est adapté au rythme de la Ligue 1, après un début de saison catastrophique, il tentera de bien négocier son très loin déplacement à Béchar.

Farid Boulaya passeur décisif face à Monaco

Hier, Metz a reçu l'AS Monaco, dans un match que les Grenats devaient impérativement gagner et qui a connu la titularisation de Farid Boulaya. En dépit de la défaite des Messins, le meneur de jeu algérien s'est montré décisif. Si Boulaya enchaîne les titularisations à Metz, ce n'est nullement le cas pour son compatriote et coéquipier, Alexandre Oukidja. Ce dimanche, l'ailier figurait dans le Onze de départ qui a accueilli les Monégasques, tandis que le Portier s'est contenté de chauffer le banc des remplaçants, lui qui a perdu sa place de titulaire avec la dernière CAN. En première période, les deux clubs se sont quittés sur un score vierge. Il aura fallu attendre l'entame de la seconde mi-temps pour voir le premier but, signé, Ben Yedder. L'attaquant français a ouvert le score pour les visiteurs. Toutefois, l'avantage de Monaco n'a pas duré longtemps. Puisqu'un quart d'heure plus tard, Amadou parvient à égaliser d'un magnifique retourné acrobatique et sur une passe décisive du meneur algérien Farid Boulaya. Cette réalisation n'était pas suffisante pour les protégés de Frédéric Antonetti, qui concèdent un second but par l'attaquant néerlandais Myron Boadu. Les coéquipiers de Boulaya ont terminé la rencontre sur un score 1-2, une très mauvaise opération pour Metz (19e, 23 pts) qui doit lutter pour son maintien.



Le mea culpa de Walid Mesloub jugé à Lorient pour blanchiment

Jugé pour blanchiment d'argent, le milieu de terrain international algérien et ancien joueur du FC Lorient, Walid Mesloub, mis en cause pour avoir échangé des voitures de luxe, a reconnu les faits tout en affirmant n'avoir "pas vu le mal", au premier jour de son procès à Lorient. "J'étais négligant, il gagnait très bien sa vie, je n'ai pas vu le mal": le ton posé, Walid Mesloub s'est expliqué devant le tribunal correctionnel de Lorient où il est jugé depuis lundi dans le seul volet blanchiment d'une affaire de trafic de stupéfiants. Le jugement est attendu mardi. Devant le tribunal, l'ancien joueur du FCL aujourd'hui entraîneur adjoint en réserve au RC Lens, a reconnu des négociations et des achats de véhicules de luxe, entre 2018 et 2020, avec un homme présenté comme la tête d'un réseau de ce trafic présumé de cocaïne. "Il m'a reconnu, on a sympathisé. Nous partagions la même passion pour les voitures et il m'a dit qu'il vendait, ainsi que de belles villas en Thaïlande", a dit Mesloub. "On échange une Audi contre une BMW, une Lamborghini Huracan et une Mercedes AMG" a expliqué le footballeur affirmant qu'une voiture avait été immatriculée par cet homme "à (son) insu". "Il a profité de ma notoriété, j'ai peut-être été trop naïf trop gentil", a concédé Mesloub devant la présidente du tribunal. L'ex-joueur du FCL a dit avoir toujours refusé les échanges d'espèces de main à la main. "Il n'apparaît pas que vous ayez fait des profits de manière flagrante", a relevé pour sa part la magistrate. Mis en examen en avril 2021, Walid Mesloub comparaît aux côtés de trois autres prévenus dans le volet blanchiment de l'affaire, un artisan varois de 29 ans, un restaurateur parisien de 28 ans, et la compagne de la tête du réseau présumé, âgée de 26 ans. Tous trois sont soupçonnés d'avoir facilité l'achat, l'échange ou la revente de voitures, des transactions qui pouvaient atteindre 40.000 euros pour le compte du "Chinois", principal mis en cause. Soupçonné de s'être servi des comptes des prévenus pour ces transactions, cet homme sera jugé les 31 mai et 1er juin. Né en région parisienne, Mesloub a fait ses débuts professionnels au Havre en 2010, avant de rejoindre Lorient en 2014 puis Lens en 2018. Il compte sept sélections en équipe d'Algérie, essentiellement en 2015/2016. En janvier 2020, il avait tenté l'aventure au Qatar, mais en était revenu en septembre.



SUR RECOMMANDATION D'INFANTINO..
La FIFA s'apprête à sanctionner le football algérien

Le football algérien pourrait être sanctionné par la Fédération internationale de football (FIFA) lors des prochains mois. C'est qu'a révélé le journal francophone algérien « Compétition » qui parle d'une enquête qui a été ouverte par l'instance faîtière du football mondial, sur recommandation de son président Gianni Infantino. La démission du président de la Fédération algérienne de football, Charaf-Eddine Amara, n'est pas passée inaperçue aux yeux de la FIFA qui craint une ingérence politique qui aurait conduit ce dernier à jeter l'éponge. Par ailleurs, la FAF n'a toujours pas mis en conformité de ses statuts avec ceux de la FIFA, ce qui n'a pas manqué d'irriter l'instance chargée de gérer le football mondial. Tout porte à croire que le football algérien se trouve vraiment dans le viseur de la FIFA qui pourrait lancer une dernière mise en garde, avant de prendre les décisions qui s'imposent. Éliminée de la course pour le Mondial 2022, la sélection algérienne retrouvera la compétition en mois de juin prochain à l'occasion des matchs des qualifications à la Coupe d'Afrique des Nations 2023, même si la Confédération africaine de football (CAF) pourrait finalement décaler les éliminatoires à une date ultérieure.



Samedi 09 Avril 2022

وعينا - يحمينا # سلامتك - مسؤوليتك

SRI LANKA : Le pays est menacé de famine

Le Sri Lanka est menacé de famine a prévenu mercredi le président du Parlement, craignant que les pénuries de produits essentiels que subit l'île d'Asie du sud, en proie à une crise économique sans précédent, s'accroissent encore bien davantage. «On nous dit que c'est la pire crise, mais je pense que ce n'est que le début», a averti Mahinda Yapa Abeywardana, en introduisant un débat de deux jours avec les députés sur l'aggravation de la crise économique. Le gouvernement a reconnu qu'il s'agissait de la pire crise économique depuis l'indépendance en 1948 et a demandé l'aide du Fonds monétaire international (FMI).

Les prix alimentaires mondiaux à un niveau jamais enregistré

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont atteint en mars leurs « plus hauts niveaux jamais enregistrés » en raison de la guerre en Ukraine, qui « provoque des chocs » dans les marchés des céréales et des huiles végétales, a annoncé vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Quatre soldats américains blessés dans le nord-est syrien

Quatre soldats américains ont été blessés jeudi 7 avril dans une attaque à la roquette contre une base utilisée par la coalition antijihadiste dans la région de Deir Ezzor, dans le nord-est syrien, a annoncé le commandement central de l'armée américaine (Centcom). «Les forces de la coalition à Green Village, dans l'est de la Syrie, ont été visées par deux séries de roquettes qui ont atteint deux bâtiments», a indiqué Centcom dans un communiqué, précisant que l'attaque s'était produite vers une heure du matin.

«Quatre soldats américains sont actuellement examinés pour des blessures légères et de possibles traumatismes crâniens», a précisé le commandement américain, sans désigner les potentiels auteurs des tirs de roquettes.

Le Japon annonce l'expulsion de huit diplomates russes

Le Japon a annoncé vendredi l'expulsion de huit diplomates et responsables russes pour exprimer son indignation devant la mort de nombreux civils en Ukraine, en qualifiant les actions de Moscou de violations du droit international « absolument inacceptables ».

ACCIDENTS/ZONES URBAINES: 5 morts et 361 blessés en une semaine

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 361 autres ont été blessées dans 311 accidents de la circulation survenus en zones urbaines durant la période allant du 29 mars au 4 avril, a indiqué, jeudi, un communiqué des services de la Sûreté nationale. Par rapport aux statistiques établies la semaine dernière, le bilan fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-11), d'une baisse du nombre de blessés (-34). Le nombre de morts est le même que celui de la semaine dernière, a précisé la même source. Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents (96%) qui surviennent en raison du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse et du manque de



concentration au volant, et de l'état des véhicules, selon les données de la Sûreté nationale. Appelant les usagers de la route à la prudence et au respect du

code de la route, la Direction générale de la Sûreté nationale rappelle les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

MALAISIE :

Trois plongeurs dont une Française portés disparus, leur monitrice secourue

Quand le groupe de plongée est remonté à la surface, leur bateau n'était plus là. Les recherches continuent. Jeudi, une monitrice de plongée norvégienne a été sauvée après avoir été portée disparue au large de la Malaisie. Mais selon les autorités, ses trois compagnons, parmi lesquels se trouve une Française, n'ont toujours pas été retrouvés. Kristine Grodem, 35 ans, a été détectée en mer par un bateau de passage à une distance importante du site où le groupe a disparu mercredi. Elle a été récupérée par un hélicoptère mobilisé pour les recherches et emmenée dans le district proche de Mersing, a indiqué Cyril Edward Nuing, un membre de la police locale. Elle est hospitalisée et dans un état stable.

ALLEMAGNE : Une cellule « terroriste » néonazie qui entraînait des jeunes « au combat » démantelée

Quatre militants d'extrême droite ont été arrêtés lors d'une vaste opération visant la mouvance néonazie. Quatre membres d'une cellule « terroriste » d'extrême droite allemande ont été arrêtés dans ce que le magazine Spiegel a appelé le « plus grand coup contre la scène néonazie militante dans un passé récent ». Il s'agit de Leon R., le chef du groupuscule baptisé « Knockout 51 », implanté à Eisenach, dans le centre de l'Allemagne, ainsi que trois autres membres. Tous ont été arrêtés pour appartenance à une « organisation terroriste d'extrême droite », alors que leur cellule organisait des « entraînements au combat de rue de jeunes sympathisants d'idées nationalistes » qu'ils « endoctrinaient » pour former un « groupe de combat extrémiste », affirme le procureur fédéral allemand.

Au moins deux morts et 16 blessés dans une attaque à Tel-Aviv

Le suspect qui avait réussi à prendre la fuite jeudi soir après avoir ouvert le feu, a été tué par la police. Une nouvelle attaque armée, provoquant des scènes de chaos au cœur de Tel-Aviv, a fait au moins deux morts et de nombreux blessés jeudi soir, endeuillant encore Israël après une série récente d'attentats dans lesquels au moins 13 personnes ont été tuées. La Magen David Adom, l'équivalent de la Croix-Rouge israélienne, a indiqué que 16 blessés avaient été transférés dans des hôpitaux locaux en lien à cette attaque sur la rue Dizengoff, en plein cœur de Tel-Aviv avec ses bars et ses cafés. « Nous avons reçu plusieurs blessés graves avec différents types de blessures, principalement à la poitrine, à l'abdomen et certains au visage (...) malheureusement deux d'entre eux sont décédés et nous menons actuellement un combat pour sauver des vies », a déclaré à l'AFP le directeur de l'hôpital Ichilov de Tel-Aviv, Ronni Gamzu.



SUITE A UNE DEFAILLANCE QUI PEUT PROVOQUER DES COLLISIONS : Tesla procède au rappel de 128.000 voitures en Chine

Un défaut de fabrication d'un composant de la batterie a été observé, risquant d'occasionner des problèmes du système de freinage. Gros coup de frein pour Tesla. Selon le régulateur chinois, le géant américain « va rappeler » près de 128.000 véhicules en Chine, à la suite d'une défaillance pouvant conduire à des collisions. Ces derniers mois, la marque a connu plusieurs polémiques liées à la sécurité de ses voitures. L'an dernier au salon auto de Shanghai, une cliente en colère contre des freins supposément défectueux de sa Tesla avait fait les gros titres en Chine, tandis qu'en France un taxi électrique Tesla avait été mis en cause après un accident mortel.

ISLANDE : Un Américain tué et deux autres blessés dans une avalanche

Un touriste américain a été tué et deux autres ont été gravement blessés dans une avalanche dans le nord de l'Islande, a annoncé vendredi 8 avril la police du pays nordique. Les trois Américains, tous nés en 1988, avaient été pris dans une coulée de neige jeudi en fin de journée alors qu'ils pratiquaient l'alpinisme près du petit village de Dalvik, ont indiqué les secours. «Tous les trois sont des alpinistes expérimentés et bien équipés. Deux ont été grièvement blessés dans l'accident et l'un d'entre eux était déjà décédé lors de l'arrivée des secours sur place», a indiqué la police.

MALI :

19 « terroristes » et trois groupes armés éliminés, selon l'armée

Dix-neuf «terroristes» et trois groupes armés ont été éliminés par les forces armées maliennes depuis le 22 mars lors d'opérations contre des djihadistes, selon un communiqué de l'état-major général publié dans la nuit de jeudi 7 à vendredi 8 avril à Bamako. Au total, les Forces armées maliennes (FAMA) ont annoncé «la neutralisation de quatre terroristes dans la zone de Niono», dans le centre du pays ainsi que, dans le Sud, l'élimination de «trois GAT» («groupes armés terroristes») dans la forêt du Baoulé et de «15 terroristes» dans les secteurs de Manfoué, Vanekui et Mandiakui. L'AFP n'était pas en mesure de vérifier ce bilan des morts fourni par l'armée malienne, dont le communiqué n'annonce aucune perte dans ses rangs.

PIZZAS BUITONI :

50 contaminations à la bactérie E. coli confirmées, dont deux décès

48 enfants et 2 adultes ont développé des symptômes en lien avec la consommation de pizzas Fraîch'Up, d'après les dernières investigations révélées par Santé Publique France. Les investigations avancent. Au 6 avril 2020, 50 cas confirmés de syndromes hémolytiques et urémiques (SHU) et d'infections aux bactéries E. coli productrices de shiga-toxine (STEC) en lien avec la consommation de pizzas Fraîch'Up de marque Buitoni ont été identifiés par Santé Publique France. 48 enfants et 2 adultes ont été touchés. Un rappel massif de ces pizzas a été lancé mi-mars. Les 48 enfants malades sont âgés de 1 à 17 ans avec un âge médian de 7 ans ; 20 (42%) sont de sexe féminin ; 43 (90%) ont présenté un SHU, 5 (10%) une gastro-entérite à STEC. Deux enfants sont décédés.

COLOMBIE :

Au moins 12 morts, des disparus, après des pluies torrentielles

Au moins douze personnes ont péri et deux sont portées disparues dans une mine après des pluies torrentielles dans le nord-ouest de la Colombie, ont indiqué jeudi 7 avril les autorités, dans un nouveau bilan. «Nous avons douze corps sans vie (...) et il y a encore deux disparus», a déclaré à la presse Hector Ureña, le maire de Abriaqui, dans le département d'Antioquia, où s'est produit la catastrophe. Un torrent de boue a surpris les mineurs sur leur campement à 18H30 locales (23H30 GMT) mercredi, a-t-il précisé. «Les hommes étaient en train de dîner, certains s'apprêtaient à aller se reposer, d'autres finissaient leur travail, quand c'est produit l'inondation», a-t-il déclaré à la chaîne locale Telenario. Selon les secours locaux, la catastrophe a été provoquée par une crue subite d'une rivière dans cette région montagneuse.